

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

**CHAPITRE 22**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016	9
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>10</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 301: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>11</b>
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	15
2.2.	<b>PROGRAMME 302: APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE</b>	<b>28</b>
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	30
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	32
2.3.	<b>PROGRAMME 303: RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L' INTEGRATION REGIONALE</b>	<b>33</b>
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	34
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	34
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	35
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	36

2.4.	<b>PROGRAMME 304: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.</b>	43
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	44
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	45
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	45
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	48
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>57</b>
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	58
3.2.	LEÇONS APPRISES	61
3.3.	PERSPECTIVES	61

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Cette partie ressort les éléments d'ancrage des programmes du MINEPAT à la stratégie nationale et aux missions organiques du département ministériel.

Priorités de la stratégie nationale en rapport avec les missions du MINEPAT

La mise en œuvre de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (SCE) implique pour le MINEPAT, une intervention multiforme qui s'inscrit dans les trois piliers stratégiques du DSCE, à savoir : la stratégie de croissance, la stratégie de l'emploi, la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat.

**En matière de croissance économique**, le MINEPAT est interpellé sur les aspects ci-après :

- l'appui à la compétitivité des filières non agricoles porteuses de croissance (Bois, Textile-confection, Tourisme et TIC) (DSCE §221) ;
- le relèvement des dépenses en capital de 20 à 30% du budget de l'Etat à l'horizon 2020 (DSCE §452) ;
- l'amélioration de l'efficacité et de la qualité du programme d'investissement public (DSCE §453) ;
- l'augmentation de la part du budget d'investissement public consacrée à la réalisation des grands projets (DSCE §478) ;
- la mobilisation de l'Aide Publique au Développement et l'amélioration de son efficacité, conformément aux principes de la Déclaration de Paris (DSCE §537) ;
- la recherche des débouchés dans les marchés européens, américains et asiatiques (DSCE §282, 284 et 503) ;
- le renforcement de l'intégration sous-régionale et régionale (DSCE §108, 120, 276 à 281).

**En matière d'emploi**, le MINEPAT est appelé à coordonner la mise en œuvre efficace de la stratégie de promotion des approches à Haute Intensité de la Main d'œuvre (HIMO), incluant notamment le développement d'un environnement politique et institutionnel favorable, l'amélioration des connaissances sur ces approches en vue de favoriser la création d'emplois décents et la promotion de l'utilisation de celles-ci dans les investissements publics (DSCE § 97, 166, 325 et 355).

Par ailleurs, il devra promouvoir la création des pôles régionaux de croissance, reposant sur des bassins de production en vue de l'amélioration de l'offre d'emplois décents (DSCE § 329, 330 et 331).

**S'agissant de la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat**, les orientations interpellant le MINEPAT sont notamment :

- le renforcement du dialogue avec le secteur privé sur le climat des affaires (DSCE §374) ;
- l'amélioration de l'accès du citoyen à l'information à travers le renforcement du suivi participatif au BIP (DSCE §376);
- l'instauration systématique des plans de développement pour les communes et pour les régions. Ces plans serviront de cadre de dialogue, de mise en cohérence et d'accueil des

appuis de l'Etat central au développement régional et local (DSCE §534) ;

-la définition des orientations devant guider la politique économique nationale et ses déclinaisons dans les domaines budgétaire, fiscal, monétaire, financier, et commercial (DSCE §390) ;

-la systématisation des stratégies sectorielles et de leurs déclinaisons en programmes d'actions ministériels, la généralisation des cadres de dépenses à moyen terme et des budgets programmes (DSCE §391).

**Au-delà des orientations susmentionnées**, le MINEPAT est appelé à assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le décret N°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du gouvernement, assigne au MINEPAT, la mission principale d'élaborer et de mettre en œuvre la politique économique de la Nation, de la planification ainsi que de l'aménagement du territoire. A ce titre, il est chargé :

### **En matière économique,**

-de l'élaboration du Programme d'investissement pluriannuel de l'Etat ;

-de la cohérence des stratégies sectorielles de développement du pays ;

-de la coordination et de la centralisation des études sur les projets d'intérêt économique national ;

-de la centralisation des projets et de la gestion de la banque des projets en liaison avec les Administrations concernées ;

-de la promotion des investissements publics ;

-de la préparation des Cadres de Dépense à Moyen Terme et du Budget d'Investissement Public ;

-de la gestion du budget d'investissement public en liaison avec le Ministère des Finances ;

-de la prospection, la négociation, la finalisation et le suivi de l'exécution des Accords et Conventions de prêts en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures et les Administrations concernées ;

-de l'analyse économique conjoncturelle à court et moyen termes ;

-des orientations fondamentales et des stratégies de réhabilitation et de privatisation des entreprises publiques en liaison avec le Ministère des Finances ;

-du suivi de la coordination de la politique de développement économique et social du Gouvernement ;

.du suivi de la cohérence et de la coordination des actions engagées, avec les divers partenaires internationaux et bilatéraux, dans la mise en œuvre des programmes économiques ;

-du suivi et du contrôle des programmes et projets d'investissement, en liaison avec les Ministères sectoriels et le Ministère des Finances ;

-de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi ainsi que de la vision 2035 ;

-du suivi de la conjoncture économique en liaison avec le Ministère des Finances ;

-du suivi de la coopération multilatérale notamment avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement et l'Union Européenne en liaison avec le Ministère des Finances et le Ministère des Relations Extérieures ;

-du suivi de la coopération économique et technique, bilatérale, sous-régionale, régionale et internationale, notamment avec la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures et les Administrations concernées.

**En matière de planification,**

-de l'élaboration d'un cadre global de planification stratégique du développement du pays ;

-de la réalisation des études et des analyses prospectives sur le développement du pays à moyen et long termes ;

-de la planification des ressources humaines ;

-de la coordination des études et du suivi des questions de population.

**En matière d'aménagement du territoire,**

- de la coordination et de la réalisation des études d'aménagement du Territoire, tant au niveau national que régional ;

-du suivi de l'élaboration des normes et règles d'aménagement du territoire et du contrôle de leur application ;

-du suivi et du contrôle de la mise en œuvre des programmes nationaux, régionaux ou locaux d'aménagement du Territoire ;

-du suivi des organisations sous-régionales s'occupant de l'aménagement en liaison avec les Départements Ministériels concernés.

Il suit les activités de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).

Il exerce la tutelle sur les Missions de développement ou d'aménagement du territoire ainsi que sur :

- l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- l'Institut Sous-Régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) ;
- l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) ;
- l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) ;
- le Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population (BUCREP) ;
- le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA).

Lui est rattaché, le Comité Technique de Préparation et de Suivi des Programmes économiques.

Il co-préside le Comité Interministériel chargé des Privatisations et de la Réhabilitation des Entreprises Publiques.

### 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Malgré un environnement difficile, marqué au plan national par les crises sécuritaires et humanitaires aux frontières Nord et Est et, au plan international, par un contexte économique mondial morose matérialisé notamment par une baisse des cours des matières premières, l'effondrement des réserves de change des pays de la CEMAC, la détérioration des termes de l'échange, la stagnation économique dans les pays de l'OCDE, le ralentissement de la croissance dans les pays émergents, l'économie camerounaise a continué à faire preuve de résilience en 2016, comme ce fut le cas en 2015 et en 2014.

### 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

En outre, d'autres événements ont pu influencer la mise en œuvre des programmes. Les plus significatifs sont :

- **Les nominations** des responsables des services centraux et déconcentrés au MINEPAT intervenues respectivement les 29 février et 09 mars 2016;
- **La poursuite de la préparation de la CAN 2019 qui se tiendra au Cameroun**, induisant la nécessité de la recherche de financement pour la construction des infrastructures sportives ;
- **L'organisation de la CAN 2016 par le Cameroun ;**
- **L'amenuisement des ressources budgétaires ( dû aux contraintes sus mentionnées) ;**
- **L'institutionnalisation du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (4<sup>ième</sup> RGPH);**
- **La poursuite de la mise en œuvre des réformes des finances publiques et des marchés publics.**

S'agissant des opérations budgétaires, l'exécution du budget programme au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, au cours de l'exercice 2016, s'est faite suivant les dispositions de la Loi de finances de l'année et de la Circulaire N° 0000909/C/MINFI du 31 décembre 2015 portant Instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes subventionnés, pour l'Exercice 2016.

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2016

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 301

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR  
DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE

Responsable du programme

TCHOFFO JEAN  
*Secrétaire Général*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

*Tableau : Présentation du programme 301*

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINEPAT	
Indicateur	Intitulé:	Taux annuel d'exécution des programmes du MINEPAT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	89.0999984741211
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02: DÉPLOIEMENT DE LA CHAINE PPBS Action 03: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 04: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 05: CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE Action 06: COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE DU CAMEROUN Action 07: CONSEIL JURIDIQUE Action 08: DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION Action 09: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET DU COURRIER	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 671 173 312	CP 5 671 173 312
RESPONSABLE DU PROGRAMME	TCHOFFO JEAN, Secrétaire Général	

### 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

En 2016, les activités du programme 301 « gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire » ont été réalisées dans un environnement marqué par :

- (1) le Décret N°2016/0375/PM du 29 février 2016 portant nomination des responsables au MINEPAT ;
- (2) la Circulaire N°003/PM du 06 juillet 2015 relative au contrôle de gestion dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution du Budget de l'Etat ;
- (3) l'arrêté N°0007/MINEPAT du 09 mars 2016 portant nomination des responsables au MINEPAT ;
- (4) l'arrêté N°0008/MINEPAT du 09 mars 2016 portant nomination des responsables au MINEPAT ;
- (5) l'arrêté N°0009/MINEPAT du 09 mars 2016 portant nomination des responsables au MINEPAT ;

- (6) l'arrêté N°0010/MINEPAT du 09 mars 2016 portant nomination des responsables au MINEPAT ;
- (7) l'arrêté N°0011/MINEPAT du 09 mars 2016 portant nomination des responsables au MINEPAT ;
- (8) la Note de service N°0249/MINEPAT/SG/DSR du 13 août 2015 du Ministre relative aux principes à respecter dans la gestion des programmes et aux prescriptions des mesures appropriées en vue de l'amélioration de la performance globale du MINEPAT ;
- (9) la Note de service N°0061/NS/MINEPAT/SG du 23 février 2015 relative au respect des obligations inhérentes au travail administratif ;
- (10) la Note de service N°0108/NS/MINEPAT/SG du 06 avril 2015 du Ministre relative à la rédaction des correspondances en langue anglaise de qualité ;
- (11) la Note de service N°0334/NS/MINEPAT/SG du 06 mai 2016 précisant les modalités d'octroi des primes et indemnités pour Travaux Spéciaux au personnel en service au MINEPAT ;
- (12) l'organisation de la CAN féminine 2016 par le Cameroun.

### 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

En vue de soutenir la mise en œuvre des programmes opérationnels du MINEPAT, le programme 301 « Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire » a été mis en œuvre de manière harmonieuse à travers les neuf (09) actions précédemment rappelées. Le taux d'exécution des activités planifiées au MINEPAT, au titre de l'exercice 2016, est estimé à 78,26%.

Tableau : Performance globale du programme en 2016.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<b>78,26%</b>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	80,85%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 4 222 871 400	CP 4 222 871 400
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 560 882 088	CP 5 560 882 088
TAUX DE CONSOMMATION	98,06 %	98,06 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Au cours de l'exercice 2016, il s'est essentiellement agi de renforcer la coordination des services à l'effet d'assurer la cohérence des interventions du MINEPAT et de réduire le cloisonnement des structures ; d'améliorer le cadre et les conditions de travail du personnel tant au niveau central que déconcentré ; de renforcer les capacités des personnels.</p> <p>Toutefois, le volume des ressources financières n'a pas permis de conduire à terme le plan de construction et d'équipement des services déconcentrés ; d'exécuter une proportion importante du</p>	

	<p>plan de formation.... De plus, le suivi de l'évolution des indicateurs de performance demeure un défi important.</p>
<p>PERSPECTIVES 2017</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de l'équipement des services en matériels informatiques et mise en place des réseaux informatiques et internet ;</li> <li>- Finalisation de l'application de gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences</li> <li>- Poursuite de la construction et de la réhabilitation des locaux des services ;</li> <li>- Renforcement des capacités du personnel et poursuite de la mise en œuvre du plan triennal de formation du personnel ;</li> <li>- Poursuite de la construction des réseaux informatiques dans les délégations régionales du MINEPAT ;</li> <li>- Rationalisation des allocations financières ;</li> <li>- Mise en place d'un système d'information sur la performance ;</li> <li>- Suivi du respect des délais de traitement des dossiers ;</li> <li>- Amélioration des conditions de pré-archivage et d'archivage ;</li> <li>- Partage d'information et des documents (contrats, correspondances) relatifs aux prestations entre les services techniques compétents et celui du budget, indispensable pour mieux assurer le suivi des prestations ;</li> <li>- Inventaire des biens meubles et immeubles du MINEPAT ;</li> <li>- Mise en place d'un système d'information sur la chaîne d'exécution des marchés publics en vue de maîtriser les taux d'exécution physico-financière ;</li> <li>- Elaboration du plan de formation triennal 2018-2020 ;</li> <li>- Mise en place de la mutuelle du personnel ;</li> <li>- Elaboration de la cartographie des risques du MINEPAT ;</li> <li>- Allocation des ressources suffisantes pour la prise en charge des grandes écoles rattachées au MINEPAT ;</li> <li>- Création du club « MINEPAT Sport pour Tous ».</li> </ul>

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES									
OBJECTIF	Améliorer la cohérence et l'efficacité des interventions du ministère								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de sessions du dialogue de gestion stratégique tenues par an					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	4.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 061 000 000	1 061 000 000	891 777 313	891 777 313	1 031 293 999	1 031 293 999	97,2 %	97,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Prescription par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement des modalités d'organisation du contrôle de gestion dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'Etat à travers la Circulaire n°003/PM du 06 juillet 2015.</p> <p>Les nominations du 29 février et du 09 mars 2016 des responsables des services centraux et déconcentrés au MINEPAT.</p> <p>L'amenuisement des ressources budgétaires dû à la persistance de la crise financière internationale ainsi qu'à la baisse du prix des matières premières à l'instar du pétrole dont le prix du baril a chuté de 40% entre juin 2014 et janvier 2015 (passant de 111,8 dollars à 62,2 dollars) pour ensuite passer sous la barre des 30 dollars le baril en janvier 2016, son plus bas niveau depuis 2003.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration du Projet de feuille de route 2017 ;</li> <li>- la production du Rapport semestriel d'autoévaluation de la feuille de route 2016 ;</li> <li>- la production du Rapport annuel d'autoévaluation de la feuille de route 2016;</li> <li>- l'élaboration des Rapports de suivi du Comité Multipartenaires et des groupes sectoriels du CMP ;</li> <li>- la production du Rapport de mise en œuvre du Plan d'Actions au 31 décembre 2016, ainsi que les rapports d'étape ;</li> <li>- la production de 10 rapports régionaux annuels d'activités et de plusieurs rapports départementaux d'activités.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La mise en œuvre des activités de cette action a également consisté à coordonner et à superviser les interventions du MINEPAT tant au niveau central que déconcentré à travers notamment la tenue régulière des réunions de coordination. Ce faisant, le risque de contreperformance des programmes a été minoré dans la mise en œuvre de la feuille de route ministérielle.</p> <p>En outre, il a aussi été question d'assurer la représentation et la sauvegarde des intérêts de l'Etat dans tous les domaines relevant de la compétence du MINEPAT sur le territoire national et à l'étranger (participation aux fora, aux négociations des accords et conventions, et à l'atteinte des missions assignées aux différents comités de pilotage, comités interministériels, etc.).</p>								
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la coordination des services ;</li> <li>- Formulation du protocole de gestion de chaque programme ;</li> <li>- Désignation du réseau de référents au contrôle de gestion.</li> </ul>								

## Action 02 DÉPLOIEMENT DE LA CHAÎNE PPBS

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement de la chaîne PPBS.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'extraits de la chaîne PPBS produits annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		4.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		4						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	295 486 000	295 486 000	237 137 938	237 137 938	258 889 109	258 889 109	87.61 %	87.61 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Arrimage des programmes aux stratégies sectorielles et à la stratégie nationale ; Mise en œuvre de la Loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 à travers la définition du format des Rapports Annuels de Performance des Administrations.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- production de la Revue 2015 et actualisation des programmes du MINEPAT ;</li> <li>- production du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2017-2019 ;</li> <li>- production du Projet de Performance 2016 du MINEPAT ;</li> <li>- production de 04 rapports trimestriels de suivi de l'exécution financière du budget ;</li> <li>- production d'un rapport annuel de suivi de l'exécution financière du budget ;</li> <li>- élaboration de l'Annuaire statistique 2015 du MINEPAT ;</li> <li>- production du Rapport Annuel de Performance 2015 du MINEPAT.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Une attention particulière a été portée en 2016 sur l'articulation et la cohésion entre les différents maillons de la chaîne à travers la tenue de plusieurs sessions du comité interne PPBS ; la production de l'annuaire statistique 2015 du MINEPAT ; la production des quatre (04) principaux extraits de la chaîne PPBS ; la production des documents relatifs au passage du MINEPAT aux pré-conférences et conférences budgétaires 2016, la participation à la session 2016 du CIEP et à la session budgétaire de l'Assemblée Nationale.							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rationalisation des allocations financières ;</li> <li>- Vulgarisation de la méthodologie de préparation des documents utiles à la conférence de programmation des Marchés Publics ;</li> <li>- Partage d'informations et de documents (contrats, correspondances) relatifs aux prestations entre les services techniques compétents et le Service du Budget, indispensable pour mieux assurer le suivi des prestations ;</li> <li>- Mise en place d'un système d'information sur la chaîne d'exécution du budget au niveau central et déconcentré en vue de maîtriser les taux d'exécution physico-financière.</li> </ul>							

### Action 03 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer qualitativement les ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		taux de remise en oeuvre du plan annuel de formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  58,11%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		52,3%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 042 782 209	2 042 782 209	989 764 077	989 764 077	2 015 975 116	2 015 975 116	98,69 %	98,69 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Première année de mise en œuvre du plan triennal de formation 2015-2017 ; en 2015, les ressources dédiées à la formation des personnels du MINEPAT ont été réorientées en grande partie à la prise en charge des étudiants des grandes écoles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des personnels en stage à l'IPD-AC et à l'ISTA du Gabon ;</li> <li>- Prise en charge des étudiants des grandes écoles ;</li> <li>- Plus de 50 personnels du MINEPAT ont bénéficié des stages ;</li> <li>- Prise en charge de plusieurs cas de maladies du personnel;</li> <li>- Organisation de tous les obsèques du personnel du MINEPAT;</li> <li>- Octroi des frais de relève à Près de 100 personnels ;</li> <li>- Octroi d'aides à plusieurs personnels présentant des situations sociales préoccupantes;</li> </ul> Nomination des responsables des services centraux et déconcentrés au MINEPAT.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources allouées ont permis aux personnels du MINEPAT de bénéficier de formations et stages ; de prendre en charge les étudiants des grandes écoles. En outre, ces ressources ont permis de dynamiser la vie associative et culturelle, de centraliser et mettre à jour permanemment des fichiers solde et pensions ; d'organiser des réunions et des cérémonies officielles, etc.							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allocation d'une enveloppe budgétaire qui couvre l'ensemble des besoins en matière de prise en charge des étudiants des grandes écoles, mais aussi renforcer des capacités du personnel ;</li> <li>- gestion rationnelle des carrières ;</li> <li>- Dynamisation de la vie associative et culturelle au MINEPAT.</li> </ul>							

## Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats.							
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  115%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		54.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		92%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 630 721 000	1 630 721 000	1 560 428 193	1 560 428 193	1 624 100 441	1 624 100 441	98,69 %	98,69 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Mise en œuvre du plan de construction et d'équipement des bâtiments et locaux abritant les services du MINEPAT.</p> <p>Les nominations du 29 février et du 09 mars 2016 des responsables des services centraux et déconcentrés au MINEPAT.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotation de 09 Délégations Régionales en véhicules tout terrain « Fortuner » et de 24 Délégations Départementales en Véhicules pick-up 4x4;</li> <li>- Acquisition de 04 TOYOTA PRADO, 08 COROLLA LUXE pour les responsables des services centraux ;</li> <li>- Acquisition de 23 motos pour les Agents de courrier des services centraux ;</li> <li>- Recensement du matériel roulant dans les services centraux et déconcentrés ;</li> </ul> <p>Réajustement du plan d'attribution des bureaux au personnel dans les services centraux.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources allouées ont permis de poursuivre l'amélioration des conditions de travail du personnel à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le recensement du matériel roulant existant et l'acquisition de nouveaux matériel pour les responsables des services centraux et déconcentrés ;</li> <li>- la construction/réhabilitation et équipement de certains services centraux et déconcentrés ;</li> </ul> <p>le renouvellement des contrats d'entretien, de maintenance et de sécurisation du patrimoine.</p>							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des constructions/réhabilitations et équipements des locaux des services déconcentrés ;</li> <li>- Inventaire général de base du patrimoine ;</li> <li>- Suivi-évaluation de la mise en œuvre des contrats d'entretien, de maintenance et de sécurisation du patrimoine ;</li> </ul> <p>mise en cohérence des activités des Comptable-Matières, avec celles du service du patrimoine, notamment pour les mouvements des biens meubles.</p>							

## Action 05 CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services.							
Indicateur	Intitulé:	Proportion de structures contrôlées/auditées par an					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  48,6%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	56.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	51,2% (Audit du fonctionnement) 46% (Audit de performance)						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	155 000 000	155 000 000	130 322 638	130 322 638	154 022 015	154 022 015	99,37 %	99,37 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de cette action, comme pour l'année précédente, s'est faite dans un contexte d'amenuisement continu des ressources budgétaires dû à la baisse du prix des matières premières et de l'insécurité aux frontières septentrionales et orientales du Cameroun. Par ailleurs, les mouvements de personnels survenus au sein du département ministériel en février/mars 2016 ont perturbé la réalisation de certaines activités.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p><b>S'agissant de l'IGEFS</b>, les activités majeures réalisées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluation des performances des Délégations Régionales du Sud, de l'Est et du Littoral au premier trimestre avec la production d'un rapport trimestriel ;</li> <li>- évaluation des performances des Délégations Régionales de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec la production d'un rapport semestriel ;</li> <li>- évaluation du rapport d'autoévaluation de la Feuille de Route 2016 au 31 juillet 2016 du MINEPAT;</li> <li>- collecte et l'analyse des informations sur les projets à risque du MINEPAT avec la production d'un rapport de mission;</li> <li>- tenue d'un atelier de formation, de renforcement des capacités et de réflexion sur les principes et enjeux de la bonne gouvernance avec production d'un rapport d'atelier.</li> </ul> <p><b>Pour ce qui est de l'IGEFS</b> : plusieurs activités ont été menées au cours de l'année 2015, il s'agit entre autres de l'élaboration de 04 rapports d'audit financier de certains services centraux (DAG, DPPS, DI, DNS) et déconcentrés (Centre, Sud-ouest, Nord-ouest, Littoral, Est et Ouest) ; Outre les principales missions ci-dessus présentées, l'IGEFS a traité un certain nombre de dossiers spécifiques sur saisine du Ministre dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- investigation sur de présumés comportements déviants du Délégué Départemental du Mayo-Banyo ;</li> <li>- enquête conduite conjointement avec la DAJ suite aux plaintes de mauvais traitement et de violences sur Monsieur ESSAGA Benoit Hervé, Cadre à la Délégation Régionale de l'Ouest ;</li> <li>- investigation menée à la Sanaga Maritime pour comprendre l'origine du conflit entre le Chef de Bureau et le Délégué Départemental ;</li> </ul> <p>évaluation du Programme de Développement Intégré communautaire de l'Atlantique (PDICA).</p>							

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Ø <b>De l'IGEFS :</b>  L'IGEFS a bénéficié d'une allocation de 72 000 000 (soixante-douze millions) de francs CFA en budget de fonctionnement au cours de l'exercice 2016, essentiellement consacré aux dépenses ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- achat de fournitures de bureau ;</li> <li>- achat de consommables informatiques,</li> <li>- entretien de matériel roulant ;</li> <li>- achat de carburants et lubrifiants ;</li> <li>- paiement des indemnités de mission à l'intérieur ;</li> <li>- paiements des primes de rendement octroyées au personnel de la structure.</li> </ul> <p>Ce budget a été consommé entièrement, soit un taux financier de consommation globale de 100%.</p> <p>Ø <b>De l'IGEFS :</b>  Il n'a pas été possible de couvrir l'ensemble des services en raison de l'insuffisance des crédits alloués aux activités de cette action. Sur la base des ressources allouées, le nombre de Délégations Régionales à auditer en 2016 a été fixé à 7, dont les performances de 6 ont effectivement été évaluées. Par ailleurs, dans le cadre de la mission de collecte et d'analyse sur les projets à risque, 6 structures centrales (DGGCOOP, DPPS, DIADR, DGEPIP, DAPE, DPPPP) et 10 Délégations Régionales ont été audités. Ce qui ramène à 16 le nombre de structures évalués en 2016 sur les 35 prévues, soit un taux de réalisation technique estimé à 46%.</p>
<p>Perspectives 2017</p>	<p>Ø <b>De l'IGEFS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation du plan d'actions 2017 du MINEPAT ;</li> <li>- Evaluation des performances des services centraux et déconcentrés ;</li> <li>- Poursuite de l'élaboration de la méthodologie d'autoévaluation du plan d'action et de la Feuille de Route ;</li> <li>- Finalisation du guide d'évaluation des performances des services ;</li> <li>- Elaboration du cahier de charges pour la mise en place d'un système d'information des performances des services ;</li> <li>- Organisation d'ateliers régionaux d'optimisation des performances (GAR et bonne gouvernance) ;</li> <li>- Evaluation approfondie de certains projets à risque (projets du CC, du PCFC, Agropoles, PERIZ-MAIS, etc.)</li> <li>- Organisation de journées de partage et d'échanges autour de la performance.</li> </ul> <p>Ø <b>De l'IGEFS :</b>  Pour l'année 2017, l'IGEFS prévoit une série de missions dont les principales sont les actions inscrites dans le PTA 2017 et l'opérationnalisation du suivi des recommandations des missions de l'exercice 2016.</p> <p><b>a) <u>Activités inscrites au Plan d'Actions 2017 du Ministère</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluation du fonctionnement des Services centraux, déconcentrés et des Programmes et Projets relevant du portefeuille du ministère ;</li> <li>- élaboration de l'indice de fonctionnement et de productivité (IFP) des structures ;</li> <li>- élaboration de la cartographie des risques du MINEPAT ;</li> <li>- élaboration du guide de vérification interne du MINEPAT ;</li> <li>- lutte contre la corruption.</li> </ul> <p><b>b) <u>suivi des recommandations de l'exercice 2016</u></b>  Chaque mission effectuée par l'IGEFS est généralement assortie de recommandations qui, très souvent ne sont pas suivies. Ainsi, l'une des grandes résolutions pour l'année 2017 est d'évaluer le niveau de mise en œuvre desdites recommandations.</p>

## Action 06 COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE DU CAMEROUN

OBJECTIF	Promouvoir l'économie camerounaise.							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'archétype de support de promotion de l'économie camerounaise conçus/mis à jour et diffusés par an					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  66,67%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	15.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	10						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	103 500 000	103 500 000	85 695 531	85 695 531	103 395 531	103 395 531	99,9 %	99,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La promotion de l'économie camerounaise s'est déroulée en 2016, dans un contexte favorable, marqué par une politique plus offensive d'attrait des investissements étrangers et de diversification du portefeuille de coopération. En outre, des ressources humaines supplémentaires ont été affectées aux travaux de production des supports de promotion, notamment lors de la tenue de la conférence économique internationale de Yaoundé.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- diffusion de plus de 20 000 supports de promotion;</li> <li>- mise à jour trimestriel du site internet du MINEPAT intégrant près de 55% des rubriques d'actualité;</li> <li>- réalisation de 32 émissions hebdomadaires « Croissance Plus » ;</li> <li>- publication de 05 éditions électroniques du magazine « Lettre Economique du Cameroun » ;</li> <li>- réalisation de 260 synthèses quotidiennes des journaux ;</li> </ul> Couverture médiatique des activités du MINEPAT.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources utilisées ont contribué à la production des documents de promotion par la mise à jour des statistiques, la relecture, la traduction, le montage des textes, images et graphiques ainsi que l'impression. Ainsi, plus de 20000 supports de promotion économiques ont été diffusés au cours de plusieurs rencontres économiques auxquelles le MINEPAT a pris part. Il s'agit entre autres : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la Rencontre entre les acteurs économiques camerounais et italiens ;</li> <li>- de la Conférence économique internationale de Yaoundé ;</li> <li>- de la Foire transfrontalière CEMAC de Kye-Ossi ;</li> <li>- du Festicacao 2016.</li> </ul>							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accent mis sur la préparation de la participation du MINEPAT aux foires et fora ;</li> <li>- Amélioration du partage d'informations entre les structures et la cohérence des différentes interventions du MINEPAT dans la production et la diffusion des supports de promotion de l'économie ;</li> <li>- Suivi de l'activité des autres structures du MINEPAT, afin d'améliorer la promotion de l'économie camerounaise pour les investisseurs ;</li> <li>- Suivi des activités des Missions économiques dans les ambassades du Cameroun à l'étranger.</li> </ul>							

## Action 07 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Assurer la légalité et la régularité juridique ainsi que la défense des intérêts de l'Etat sur toutes les questions intéressant le ministère.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'avis sur le plan juridique et de projets de texte élaborés annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  637,5%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		120.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Plus de 650 (avis sur le plan juridique) ; Plus de 75 (texte élaborés et mis en formes) ; Plus de 40 projets d'engagements mis en formes.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	63 500 000	63 500 000	53 995 000	53 995 000	63 495 000	63 495 000	99,99 %	99,99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La Division des Affaires Juridiques (DAJ) s'est pleinement mobilisée au cours de l'année 2016 pour relever les défis qu'impose la relance de l'économie camerounaise et l'atteinte des objectifs d'émergence par la veille juridique de la mise en place des politiques sectorielles inscrites dans le DSCE.</p> <p>L'ouverture des barrières tarifaires et le démantèlement douanier progressif marqué par la signature des APE par l'Etat du Cameroun, les grands travaux marqués par l'exécution des projets structurants sous la coupole du MINEPAT et/ou, intéressant le MINEPAT à travers leur modes de financement, résultat d'une intensification de la coopération économique nationale et internationale, l'encadrement et l'appui juridique liés aux engagements pris ou à prendre par l'Etat, interpellent fortement la DAJ/MINEPAT (article 10 organigramme MINEPAT).</p> <p>Ce contexte s'est accompagné d'une augmentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des demandes de subventions d'investissements des entreprises du secteur productif (économie marchande) et du secteur du développement social (économie non-marchande) ;</li> <li>- des interpellations des responsables du MINEPAT en justice pour cause de malversations et de détournement des deniers publics ;</li> <li>- du niveau des réclamations : requêtes, recours précontentieux et contentieux contre l'Etat/MINEPAT.</li> </ul> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, il est exigé du personnel de la DAJ/ MINEPAT, une abnégation au travail et un caractère exemplaire dans l'observation des règles et des principes fondamentaux de droit.</p> <p>L'observance des règles de l'éthique et de la déontologie administrative, constitue le tremplin pour la réussite des objectifs assignés au MINEPAT et par ailleurs, participe à l'atteinte de l'émergence du Cameroun en 2035. D'où, une mobilisation plus accrue sur des questions liées à la discipline, à la lutte contre la corruption et à la promotion de la gouvernance.</p> <p>La maîtrise de la réglementation en vigueur et des principes fondamentaux de droit, se révèlent dans ce contexte être des outils indispensables à la prise de décision. C'est ainsi que sont passés en revue la plupart des projets d'actes législatif et réglementaire édités par le MINEPAT (Loi, Ordonnance, Convention de Financement, Décrets, Arrêtés, Décisions, de même que les actes contractuels (Conventions) et quasi-contrats (MOU, Accords, Cahiers de charge).</p> <p>Dans cette optique, conformément à ses missions organiques, la DAJ doit fortement s'investir, afin d'apporter un appui juridique constant à travers la production des avis conséquents aux diverses interpellations du Ministre/MINEPAT, tant en son sein, qu'auprès des autres Administrations et Instances Gouvernementales.</p>							

ACTIVITES  
MAJEURES  
RÉALISÉES  
(présentation des  
extrants)

**Elaboration des projets de textes législatifs et réglementaires, des accords et Conventions.** Dans ce sillage, plus de 75 projets de textes ont été élaborés et/ou mis en forme, l'on retient comme réalisations prioritaires :

- l'ordonnance n° 2015/005 du 23 décembre 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2013/011 du 16 décembre 2013 régissant les zones économiques ;
- le projet de loi de ratification de l'ordonnance n° 2015/005 du 23 décembre 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2013/011 du 16 décembre 2013 régissant les zones économiques ;
- 30 projets de décisions sanctionnés par la hiérarchie, notamment : décision portant création, organisation et fonctionnement du Comité de pilotage chargé de l'Elaboration du Schéma Directeur Informatique du MINEPAT ;
- organisation et fonctionnement du Comité de suivi de l'activité « amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière Riz au Cameroun » ; décision portant création de l'Unité de Gestion du PRINCES ;
- Plus de 10 projets d'Arrêtés mis en formes, entres autres : la nomination du Coordonnateur du PDIZTF ; création organisation et fonctionnement du Comité national de mise en œuvre du projet « renforcement des capacités des Etats membres dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et politiques pour des villes inclusives et durables en Afrique » au Cameroun.

**Mise en forme des projets textes législative et réglementaire d'Accord et Convention :** Plus de 40 projets d'engagements ont été élaborés, mis en forme et/ou étudiés par la DAJ. Il s'agit entre autres de :

- la relecture du contrat commercial relatif au projet d'approvisionnement en eau potable dans certaines localités du Cameroun ;
- le projet de Coopération Cameroun-BID portant nouvelle ligne de financement des intrants de la SODECOTON. Réunion le 06-01-2015 ;
- l'examen du protocole d'accord relatif à la construction de la cité olympique à OBALA ;
- projet de convention de partenariat entre la CRTV et le MINEPAT pour une communication autour du dispositif pilote d'appui à la modernisation de l'outil de production par crédit-bail ;
- Projet de convention de partenariat entre le MINEPAT et la SOPECAM relative à l'impression des documents ;
- Projet de Convention relative à la mise en place d'un cadre de collaboration en vue de la préparation des projets infrastructurels à la haute intensité ;
- projet de MOU à signer entre le MINEPAT et l'O.N.G. SHUMAS-CAREROUN ;
- les projets de Conventions de partenariat entre le MINEPAT et ASDECA MEDIA GROUP, en vue de la vulgarisation du DSCE et de la promotion de l'économie camerounaise ;
- plus de 30 projets de Cahiers de charges élaborés et mis en formes à la Division, notamment sur les appuis en investissements accordés par le MINEPAT aux organismes privés.

**Défense des intérêts de l'Etat.** L'année 2016 a été marquée par de nombreuses turbulences au sein du MINEPAT tant sur le plan interne qu'externe :

- Près de 30 affaires connues dans le cadre des requêtes en recours précontentieux dont les plus saillants sont : l'affaire SOCAMAT et autres c/ Etat du Cameroun ; l'Affaire SOTRAC c/ Etat du Cameroun ; l'affaire PNDP c/CNPS ; l'affaire SOCAFRIC c/ MINEPAT ; l'affaire Ex-Coordonnateur CAON-FED c/ MINEPAT, l'affaire Len Holding C/ Etat du Cameroun, affaire Sté ROCK Construction C/ Etat du Cameroun/MINEPAT ; affaire Jean E. KAMDEM FOUMBI C / Etat du Cameroun ;
- Le règlement à l'amiable de certains recours au niveau de la DAJ, notamment l'Affaire PNDP-CNPS ;
- Suivi de plus de 10 affaires pendantes par devant les tribunaux de céans, notamment : affaires Ministère Public-MINEPAT Contre des personnels du MINEPAT et autres pour détournement de deniers publics et coaction de détournements au Tribunal Criminel Spécial;
- l'ensemble des décisions de justice rendues en 2016 ont été en faveur du MINEPAT ;

**Suivi des aspects juridiques liés à la discipline :** l'introduction des dossiers disciplinaires de certains personnels du PNDP, demandes d'explications et sanctions des contrevenants initiées ; infirmation des décisions de suspension de solde de certains personnels du MINEPAT indûment sanctionnés.

	<p><b>Promotion et vulgarisation de la Culture Juridique,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séminaire-atelier sur la vulgarisation du Plan d'Action National de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme, organisé à l'attention des Délégués Régionaux du MINEPAT.</li> </ul> <p><b>Suivi du respect de la légalité juridique des engagements du Ministère.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi de la création, mise en place des organes dirigeants et élaboration de tous les actes à caractère juridique dans le cadre du Centre Technique Agro-Alimentaire du Cameroun ;</li> <li>- élaboration et mise en forme des actes d'engagement du Ministre ;</li> </ul> <p>mise en place de certains comités de suivi des engagements pris par le Ministre/MINEPAT dans le cadre de l'appui en investissements aux initiatives privées, communautaires et de l'économie sociale.</p>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<p>Globalement la DAJ a obtenu un taux de réalisation de ses activités pour l'année 2016 évalué à 76,5 %.</p> <p>La mobilisation de la DAJ pour l'an 2016 a permis l'atteinte globale de, 80% à 85% des cibles (responsables des services centraux et déconcentrés, les organismes et structures sous tutelles ou rattachés) le résultat aurait pu être plus importante avec l'actualisation du répertoire de textes législatifs et réglementaires, l'élaboration d'un recueil des Accords et Convention économiques, et une bonne campagne de promotion et de vulgarisation de la culture juridique à travers la tenue des séminaires sur l'ensemble du territoire.</p> <p>Pour ce qui est de la défense des intérêts de l'Etat, l'absence des moyens conséquents de mise en œuvre de cette activité ne permet pas à la DAJ de mieux se mouvoir sur le territoire et, aussi de constituer dans les délais, le cas échéant, des conseils pour le suivi de certaines affaires pendantes devant les tribunaux.</p> <p>A cet effet, la baisse du volume de la Caisse d'Avance a posé le problème d'efficacité au suivi diligent des affaires pendantes devant les tribunaux de Yaoundé et hors de Yaoundé (ex : affaire AN'NDAL c/Etat du Cameroun/MINEPAT).</p> <p>Le suivi des recours précontentieux et contentieux sur l'ensemble du territoire a été entrevu à travers un recensement de toutes les affaires et cas de contentieux et précontentieux en instances dans les structures du MINEPAT pour la mise en place d'une cartographie précise des affaires intéressant le MINEPAT. Pour cette initiative, seules 05 régions ont été visitées par les équipes de la DAJ.</p> <p>L'insuffisance des ressources ( financières, humaines et matérielles) pour l'amélioration de la productivité du personnel de la DAJ, n'a pas permis à la Division de mieux se déployer, malgré les aménagements subséquents obtenus.</p>
<p>Perspectives 2017</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- - Assurer une couverture optimale des activités par l'amélioration du Conseil juridique par : <ul style="list-style-type: none"> <li>* la proactivité de la Division face aux urgences ;</li> <li>* la réduction des délais de traitement des dossiers ;</li> <li>* la qualité des avis juridiques émis ;</li> <li>* la production des projets de textes législatifs et réglementaires, des Accords et Conventions de qualité ;</li> <li>* l'organisation de séminaires et campagnes/missions de vulgarisation et de promotion de la culture juridique, tant au niveau central et déconcentré du MINEPAT qu'au sein des organes sous tutelle et rattachés dans tout le territoire national ;</li> </ul> </li> <li>- l'organisation de missions de recensement des différentes affaires (précontentieuses et contentieuses) au sein des organes et institutions sous tutelle ou rattachés au MINEPAT sur l'ensemble du territoire national ;</li> <li>- la mise en place d'une plateforme numérique de banque des données informatiques mettant en exergue l'ensemble des textes législatifs, réglementaires, accords, conventions et autres actes intéressant le MINEPAT dans l'exécution de ses missions ;</li> <li>- l'élaboration d'un Avant-projet de Loi sur la Planification stratégique et la programmation du développement économique et social du Cameroun et ses projets de textes d'applications ;</li> </ul> <p>l'instauration systématique des Comités de suivi des engagements du Ministère (mise en œuvre des Cahiers de Charge pour les appuis en investissement et autres conventions de partenariats).</p>

Action 08 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION									
OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du Ministère.								
Indicateur	Intitulé:	Proportion des sites / batiments abritant les services du MINEPAT qui disposent d'un réseau informatique fonctionnel et connecté à internet						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  60%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	60%							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	239 500 000	239 500 000	204 252 538	204 252 538	230 255 093	230 255 093	102,56 %	102,56 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appropriation de la réglementation en matière d'audit des systèmes d'information ;</li> <li>- Vulgarisation par l'ANTIC des dispositions de la loi N°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cyber sécurité et à la cybercriminalité au Cameroun ;</li> <li>- Gestion des ressources critiques de l'Internet telles que les adresses IP.</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du Rapport d'audit du système d'information du MINEPAT ;</li> <li>- Elaboration des Rapports de suivi technique des activités informatiques des services du MINEPAT;</li> <li>- Production du Rapport d'inventaire du matériel informatique ;</li> <li>- Extension de l'application de gestion du courrier – Mailsoft – à l'immeuble ex-AMACAM ;</li> <li>- Interconnexion par liaison fibre optique du site annexe CNR au réseau local du Ministère ;</li> <li>- Acquisition des ordinateurs complets au profit des services centraux et déconcentrés ;</li> <li>- Entretien du Réseau informatique et téléphonique partiellement;</li> </ul> <p>Réhabilité du Réseau local informatique et téléphonique de l'annexe n°1 du MINEPAT.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources allouées en 2016 à la Division Informatique ont permis de réaliser les activités sus évoquées.								
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- adéquation entre les objectifs fixés et les ressources affectées aux activités ;</li> <li>- Poursuite la construction des réseaux informatiques dans les 06 autres délégations régionales du MINEPAT ;</li> <li>- Définition d'une politique cohérente d'acquisition et de gestion du matériel informatique et téléphonique ;</li> </ul> <p>Poursuite de l'élaboration du schéma directeur informatique du MINEPAT.</p>								

## Action 09 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET DU COURRIER

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires.							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de dossiers traités dans les délais réglementaires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		80%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	79 684 103	79 684 103	69 498 172	69 498 172	79 455 784	79 455 784	99,71 %	99,71 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruction n°3/CAB/PR du 30 mai 1996 relative à la préparation, à la signature et à la publication en version bilingue des actes officiels ;</li> <li>- Circulaire n°001/CAB/PM du 16 août 1991 relative à la pratique du bilinguisme dans les administrations publiques et parapubliques ;</li> <li>- Prescriptions du Premier Ministre à travers la correspondance N°B70/b/CAB/PM du 31 Janvier 2011 concernant les méthodes de travail administratif, demandant à chaque département ministériel de veiller au respect de la loi du 19 Décembre 2000 régissant les archives [...] d'aménager un local dédié aux archives [...] de mettre en place un système de classement moderne [...] d'amorcer la numérisation des documents ;</li> <li>- Prescriptions du Chef de département sur la rédaction des correspondances en langue anglaise de qualité, adressées aux destinataires de culture anglo-saxonne à l'intérieur comme à l'extérieur du Cameroun à travers la note de service N°0108/NS/MINEPAT/SG du 06 avril 2015.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 117 documents traduits en français ou en anglais ;</li> <li>- 17 correspondances relues et révisées ;</li> <li>- Collecte des données terminologiques : Une cinquantaine de termes collectés.</li> <li>- produits documentaires constitués ;</li> <li>- Répertoire des documents archivés mis à jour ;</li> <li>- 20 point focaux formés (SDDA);</li> <li>- Premier draft du Document de politique de gestion documentaire au MINEPAT produit</li> <li>- 23 337 courriers entrants traités et ventilés ;</li> <li>- 11 090 courriers internes traités et ventilés ;</li> <li>- 16 534 courriers sortants traités et ventilés ;</li> </ul> <p>Au total, au moins 50 961 courriers ventilés. Ce flux est en nette augmentation par rapport à l'année 2015.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources mobilisées ont permis d'obtenir les produits ci-dessus, de réaliser les services susmentionnés et de réduire globalement les différents délais de traduction des documents, de traitement et de transmission des courriers.</p> <p>Par ailleurs, le nombre d'utilisateurs reçu au cours de l'année 2016 à la Sous-Direction de la Documentation et des archives est en hausse.</p>							

Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"><li>- Projet de séminaire de formation des cadres du MINEPAT en rédaction administrative en anglais ;</li><li>- Acquisition des outils d'aide à la traduction, en liaison avec la Division Informatique/MINEPAT, et formation à l'utilisation desdits outils (Ces deux projets devraient être pris en compte dans la dotation globale de la Cellule) ;</li><li>- Déploiement de l'application de Gestion Electronique des Documents (services centraux et déconcentrés) ;</li><li>- Transfert des compétences sur l'exploitation du logiciel GED ;</li><li>- Construction d'un bâtiment répondant aux normes de conservation (médiathèque) ;</li><li>- Elaboration des outils de gestion (politique de gestion Documentaire) ;</li><li>- Organisation des journées Portes Ouvertes des Archives ;</li><li>- Abonnement aux publications périodiques.</li></ul>
-------------------	--

# 2016

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 302

APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE  
LA CROISSANCE

Responsable du programme

TAMBA ISAAC  
*Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics*

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme "**appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance**" vise notamment la consolidation de la croissance économique à court terme et, la recherche à moyen et long terme, d'une croissance forte et durable. De plus, il vise une nette amélioration aussi bien en quantité qu'en qualité de l'élaboration ou du suivi du BIP.

Tableau : Présentation du programme 302

OBJECTIF	Améliorer le taux de croissance de l'économie	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du BIP
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	94.33000183105469
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2018
Indicateur	Intitulé:	Taux d'investissement public et privé
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	20.5
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	22.5 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ECONOMIQUE Action 02: APPUI A LA MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES Action 03: PROMOTION DES APPROCHES A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DANS LES INVESTISSEMENTS PUBLICS Action 04: SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSCE. Action 05: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 06: SUIVI, EVALUATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC Action 08: PREPARATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC Action 09: DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES	
DOTATIONS INITIALES	AE 6 400 929 532	CP 6 400 929 532
RESPONSABLE DU PROGRAMME	TAMBA ISAAC, Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics	

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Le programme "**appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance**" a été mis en œuvre en 2016 dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique mondiale, une baisse des cours mondiaux des matières premières notamment le prix du baril du pétrole brut (Brent), et la persistance de la crise sécuritaire à l'Extrême Nord du pays. De plus,

certaines actions relatives à la consolidation de la mise en œuvre de ce programme se sont poursuivies et ont principalement porté sur :

- le renforcement de la surveillance économique ;
- le renforcement du suivi-évaluation et du contrôle de l'investissement public ;
- la préparation, la programmation et la budgétisation des projets de développement ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement du dialogue secteur public-secteur privé ;
- la relance de la production ;
- la mise à niveau des entreprises ;
- le suivi de la mise en œuvre des projets structurants.

Toutefois, la mise en œuvre du programme a été entravée par des contraintes telles que la crise sécuritaire dans le grand Nord, les difficultés d'appropriation et de mise en œuvre de la double réforme des finances publiques et des marchés publics, ainsi que l'insuffisante maturité de certains projets inscrits au BIP.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

L'objectif du programme "Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance" est d'améliorer le taux de croissance de l'économie camerounaise avec pour principal indicateur « *Taux d'exécution du BIP* » auquel est associé le « *Taux d'investissement* ». Le taux d'exécution physique du BIP 2016 est de **95,94%**, en nette progression par rapport au taux de **91,15%** obtenu en 2015.

Tableau : Performance globale du programme en 2016

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>un taux d'exécution de <b>95,94%</b>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ü un taux d'engagement de <b>97,18%</b>.</li> <li>ü un taux de liquidation de <b>94,07%</b>.</li> <li>ü un taux d'ordonnancement de <b>93,89%</b>.</li> </ul> <p>un taux d'investissement de <b>20,8%</b></p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	95,94%	91,11%
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 4 975 353 826	CP 4 975 353 826
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 142 344 260	CP 5 142 344 260
TAUX DE CONSOMMATION	80,34 %	80,34 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'évolution de l'indicateur du programme a été entamée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les difficultés encore persistantes de la mise en exécution de la réforme budgétaire ainsi que celle des marchés publics ;</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'insuffisante maturité de certains projets inscrits au BIP.</li> </ul>
<p>PERSPECTIVES 2017</p>	<p>En guise de perspective, nous allons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre avec le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne d'exécution du BIP en matière de maîtrise de la double réforme ;</li> <li>- Poursuivre le suivi de la mise en œuvre du DSCE ;</li> <li>- Poursuivre la mise à niveau des entreprises ;</li> <li>- Intensifier la mise en place des agropoles ;</li> <li>- Poursuivre la structuration des filières porteuses de croissance, ainsi que la modernisation de l'appareil de production ;</li> <li>- Poursuivre la promotion de la réalisation des ouvrages suivant l'approche HIMO ;</li> <li>- S'assurer de la maturité des projets à inscrire au BIP ;</li> <li>- Renforcer la surveillance économique ;</li> <li>- Promouvoir le dialogue secteur Public-secteur Privé ;</li> <li>- Poursuivre la promotion du financement des PME par le crédit-bail ;</li> <li>- Renforcer le dispositif de suivi de l'exécution du BIP des services centraux, des projets à financements conjoints et des subventions aux Etablissements Publics Administratifs.</li> </ul>

## **2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016**

# 2016

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 303

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE  
L' INTEGRATION REGIONALE

Responsable du programme

M. ASSAMBA ONGODO Charles  
*Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

*Tableau : Présentation du programme 303*

OBJECTIF	Améliorer l'apport des partenariats économiques et de l'intégration régionale à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun.	
Indicateur	Intitulé:	Taux annuel de décaissement des ressources d'investissement planifiées sur financement extérieur
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	66.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	90.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DENSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE COOPERATION Action 02: RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE Action 03: PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET DES FINANCEMENTS INNOVANTS Action 04: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 05: DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS TECHNIQUES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX Action 06: AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ET DE L'EFFICACITÉ DU PARTENARIAT AU DÉVELOPPEMENT. Action 07: NÉGOCIATION DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 350 662 485	CP 2 350 662 485
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. ASSAMBA ONGODO Charles, Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du Programme 303 survient dans un contexte où le rythme de décaissement des ressources mobilisées (SEND) auprès des Partenaires Techniques et Financiers pour le financement des projets de développement est assez faible. Par conséquent, les SENDs constituent une préoccupation majeure du Gouvernement et des PTFs.

Le Programme 303 s'exécute également pendant que l'on enregistre la chute des cours du baril de pétrole sur les marchés internationaux. Ce qui a entraîné une baisse des taux de croissance dans la sous-région CEMAC et un choc sur les finances publiques de ces Etats.

Relevons également que l'année 2016 est marquée par un contexte sécuritaire peu favorable avec la recrudescence des attaques terroristes dans les parties septentrionales et des incursions sporadiques des rebelles centrafricains dans la partie orientale du pays. En dépit de ce contexte défavorable, l'économie camerounaise a fait preuve de résilience en affichant un taux de croissance de 5,9% (le plus élevé dans la sous-région) grâce à confiance renouvelée des partenaires au développement qui s'est traduite par la signature de nombreux accords de prêts.

Aussi, il faut indiquer qu'au cours de cette année, il s'agira de poursuivre le processus de rationalisation des deux communautés économiques sous régionales (CEMAC – CEEAC) et la réalisation des infrastructures intégrateurs en vue de renforcer l'intégration régionale et d'accroître les exportations du Cameroun.

Ce programme s'exécute enfin au moment où le Cameroun a signé un accord de libre échange avec l'Union Européenne (APE) qui nécessite un renforcement des capacités des entreprises du secteur privé afin d'accroître leur productivité et d'intégrer les normes qualité dans le processus de commercialisation de leurs produits dans l'UE.

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Tableau : Performance globale du programme 303

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	80%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	80%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 948 445 840	CP 1 948 445 840
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 102 969 640	CP 2 102 969 640
TAUX DE CONSOMMATION	89,46 %	89,46 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La justification porte sur la mobilisation des nouveaux financements extérieurs pour l'exécution des projets de développement et leur rythme de décaissement.	
PERSPECTIVES 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant la densification du portefeuille de coopération, privilégier les recours aux prêts concessionnels pour le financement des futurs projets de développement ;</li> <li>- Relativement au renforcement de l'intégration régionale, poursuivre le processus d'intégration régionale à travers la conduite du processus de rationalisation des deux communautés régionales CEMAC et CEEAC et la réalisation des infrastructures intégrateurs en vue d'accroître les exportations du Cameroun. Il s'agit également de poursuivre le rapprochement stratégique avec le Nigéria en vue non seulement de bénéficier du potentiel marché que ce pays constitue pour les produits vivriers camerounais, mais aussi d'établir une passerelle avec la CEDEAO.</li> <li>- Sur la promotion de la coopération décentralisée, il faudra développer des outils de la coopération décentralisée et élaborer des instruments de financements innovants pour financer certains secteurs sociaux de l'économie sans accroître la dette publique.</li> <li>- Il sera également question d'améliorer le climat des affaires par un encadrement du secteur privé et son appropriation des procédures des PTF et la mise à disposition des informations sur les guichets qui leurs sont dédiés.</li> <li>- Poursuivre la mise en œuvre des 17 objectifs et 169 cibles des ODD POST 2015 qui ont été adoptés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde entier en septembre 2015</li> </ul> <p>En ce qui concerne les SENDs à problème, de nombreuses concertations se sont tenues à l'effet de proposer des mesures permettant d'accélérer leur consommation.</p>	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 DENSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE COOPERATION								
OBJECTIF	Accroître le volume de financements issus de l'APD (prêts et dons) pour la réalisation des programmes d'investissement publics en tenant compte de la soutenabilité de la dette.							
Indicateur	Intitulé:	Volume des financements du Partenariat au développement mobilisé à travers la signature des conventions					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  61,29%	
	Unité de mesure	Mds						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	1190.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	1550.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	950 milliards						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	931 556 937	931 556 937	1 027 903 762	1 027 903 762	1 027 903 762	1 027 903 762	98,62 %	98,62 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le ralentissement de la croissance mondiale entraînant un tarissement de l'Aide Publique au Développement							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Les projets ayant donné lieu à la mobilisation desdits financements sont principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Projet d'aménagement de la route Ketta-Djoum et de facilitation des transports Yaoundé-Brazzaville-phase II avec un financement de la BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD) d'un montant d'environ 40,7 milliards FCFA ;</li> <li>- le Projet d'aménagement de la route Batchenga - yoko - Lena, Tronçon Batchenga-Ntui avec construction du pont sur la Sanaga sur un financement de l'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD) d'un montant de 45,9 milliards FCFA ;</li> <li>- le Programme National du Développement Participatif (PNDP) (3ème phase) avec un financement de la BANQUE MONDIALE d'un montant de 42 milliards FCFA ;</li> <li>- le Projet d'alimentation en eau potable du complexe Industrialeo-portuaire de Kribi avec un financement de la BELFIUS BANQUE SA d'un montant de 29,5 milliards ;</li> <li>- le Projet d'aménagement paysager des rives du lac municipal de Yaoundé avec un financement de la DEUTSCHE BANK d'un montant de 13,8 milliards FCFA ;</li> <li>- le Cameroon E-National Higher Education Network Project avec un financement de EXIMBANK OF CHINA d'un montant de 90 milliards FCFA;</li> <li>- le Projet de construction du complexe sportif de Japoma-Douala avec un financement d'EXPORT CREDIT BANK OF TURKEY d'un montant de 114,3 milliards FCFA ;</li> <li>- le Projet de construction du stade d'Olembe avec un financement de INTESA SAN PAOLO d'un montant de 181 milliards FCFA ;</li> </ul> <p>le Projet d'aménagement du barrage hydroélectrique de BINI A WARAK avec un financement de INTERNATIONAL COMMERCIAL BANK OF CHINA (ICBC) d'un montant de 178,4 milliards de FCFA.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	De nombreux projets ont connu des lenteurs dans les négociations en raison des résiliations des contrats d'études par les maîtres d'ouvrage et/ou le changement des partenaires techniques et financiers entraînant des rallonges.							
Perspectives 2017	Mobiliser davantage des ressources concessionnelles pour le financement des projets d'investissement.							

## Action 02 RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

OBJECTIF	Accroître le volume des échanges aux niveaux sous-régional et régional.							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des actions de l'agenda du processus d'intégration régional et sous régionale effectivement mis en œuvre					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  121%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	28.5						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	85%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	189 000 000	189 000 000	94 821 338	94 821 338	94 821 338	94 821 338	70,83 %	70,83 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action est mise en œuvre dans un contexte où la plupart des pays de la sous-région sont en récession à cause de la chute des prix du baril de pétrole sur le marché international. En 2015, le Nigéria est devenu la première puissance économique en Afrique. De même, il y a un processus de rationalisation des deux communautés (CEEAC et CEMAC) en cours d'implémentation.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Coordonnateur du secrétariat Technique du Comité de pilotage de la Rationalisation des Cers a été désigné en avril 2016 ;</li> <li>- les projets de textes sur les (05) premiers domaines prioritaires à rationaliser ont été finalisés et transmis à la PRC ;</li> <li>- l'étude sur l'inventaire des opportunités d'échanges économiques et commerciaux entre le Nigeria et le Cameroun a été réalisée ;</li> <li>- la mise en œuvre du Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (Cameroun, Guinée Équatoriale et du Gabon), a été amorcée avec le recrutement du Coordonnateur du projet et les autres responsables de l'UGP sont en cours de recrutement. L'UGP a été installée à AMBAM et des locaux ont été mis à leur disposition ;</li> </ul> <p>les documents de mise en œuvre du PER 2011-2015 sont disponibles, l'atelier de validation s'est tenu.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La mise en œuvre de l'APE Cameroun-UE à travers le démantèlement tarifaire progressif amorcé le 04 août 2016 est une remise en cause profonde de la politique commerciale commune de la CEMAC dont le Cameroun est un acteur majeur.</p>							
Perspectives 2017	<p>Poursuivre le processus d'intégration régionale et capitaliser les opportunités de débouchés qu'offre la proximité avec le Nigéria</p>							

Action 03 PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET DES FINANCEMENTS INNOVANTS									
OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de coopération décentralisée et des financements innovants.								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de conventions conclus à travers la coopération décentralisée et du cadre normatif/législatif des mécanismes de financements innovants						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	8.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	40 184 000	40 184 000	38 890 169	38 890 169	32 940 169	32 940 169	81,97 %	81,97 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action est mise en œuvre dans un contexte où depuis 2004 avec les lois sur la décentralisation, l'Etat central transfère un certain nombre de compétences aux collectivités territoriales décentralisées (CTDs) afin de promouvoir le développement local. Signalons également la tenue en décembre 2015, de la conférence mondiale des élus locaux en Afrique du Sud où le rôle crucial de ces derniers dans la participation au développement a encore été mis en exergue.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Répertoire sur les opportunités de la coopération décentralisée a été produit et vulgarisé ;</li> <li>- 03 véhicules de financements innovants ont été identifiés et leur maturation se poursuit en vue de l'opérationnalisation.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les activités relatives à la coopération décentralisée sont mises en œuvre en collaboration avec le MINATD, ce qui ne donne pas les coudées franches dans sa mise en œuvre ;</li> <li>- Les instruments de financements innovants non générateurs de dette sont privilégiés et les réflexions se poursuivent avec les ministères sectoriels (santé, forêt et faune) pour leur implémentation.</li> </ul>								
Perspectives 2017	Développer des outils de la coopération décentralisée et élaborer des instruments de financements innovants pour financer certains secteurs de l'économie sans accroître la dette publique.								

## Action 04 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer la performance et l'efficacité de la mise en œuvre des activités de coopération							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  92%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		89.5					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		92%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	276 721 548	276 721 548	86 486 133	86 486 133	250 659 933	250 659 933	90,58 %	90,58 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans un contexte de crise se traduisant par la baisse des ressources publiques, il est question de veiller à l'efficacité de la mise en œuvre des programmes et s'assurer de l'efficacité des dépenses publiques							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	Les réunions de coordination pour la mise en œuvre du programme se tiennent régulièrement afin d'assurer le pilotage stratégique du programme et évaluer la mise en œuvre des activités par les structures de la DGCOOP.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des équipes ont été dépêchées auprès des unités de gestion des projets à Finex dans le cadre de la supervision et l'assistance aux missions d'évaluation des partenaires techniques et financiers.</li> <li>- De même que des outils d'évaluation de la performance ont été élaborés et le suivi de la performance du programme assuré.</li> </ul>							
Perspectives 2017	Améliorer la performance du programme par le renforcement des capacités des acteurs sur la maîtrise des outils du budget-programme							

Action 05 DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS TECHNIQUES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX										
OBJECTIF	Favoriser les Investissements Directs Etrangers (IDE) en renforçant la coopération entre les bailleurs de fonds internationaux et le secteur privé									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de conventions conclues entre les entreprises privées camerounaises et les bailleurs de fonds internationaux				Taux de Réalisation Technique  0%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2014							
	Valeur de référence:		0.0							
	Année cible:		2018							
	Valeur Cible		10.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		Taux de Réalisation Financière			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	60 700 000	60 700 000	55 703 284	55 703 284	52 003 284	52 003 284	85,67 %	85,67 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La tenue depuis 2009 du Cameroon Business Forum (CBF), plateforme d'échange entre le secteur public et le secteur privé, a permis de dégager des recommandations fortes devant améliorer le climat des affaires au Cameroun. Nombre de ces recommandations sont en cours d'implémentation. En dehors de cette plateforme, d'autres instances comme PME Exchanges sont expérimentées par le Gouvernement afin d'accroître l'attractivité de l'économie camerounaise.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signature d'un don de 08 milliards FCFA avec la KfW pour le financement de la nutrition des réfugiés en provenance du Nigéria et de la Centrafrique et des déplacés internes et des populations hôtes du Cameroun ;</li> <li>- un financement concessionnel (à taux zéro) avec l'Autriche, est actuellement en négociation pour les incinérateurs des déchets hospitaliers ;</li> <li>- des nouveaux partenaires sont identifiés et des négociations sont engagées avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et Israël ;</li> <li>- le Gouvernement s'est approprié des instruments, mécanismes et procédures de mobilisation de l'aide publique au développement sous forme d'appui budgétaire ;</li> <li>- six (06) pays ont été identifiés dans le cadre de la coopération avec les pays émergents et des concertations se sont tenues. Il s'agit de : Argentine ; Brésil ; Mexique ; Singapour ; Thaïlande et Vietnam.</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les comptes rendus des missions de prospection sont disponibles ;</li> <li>- Des accords d'approbation de certains projets d'investissement par les nouveaux partenaires sont disponibles</li> </ul>									
Perspectives 2017	Améliorer le climat des affaires par un encadrement du secteur privé, son appropriation des procédures des PTF et la mise à disposition des informations sur les guichets qui lui sont dédiés.									

Action 06 AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ET DE L'EFFICACITÉ DU PARTENARIAT AU DÉVELOPPEMENT.								
OBJECTIF	Accroître le niveau d'absorption des financements extérieurs							
Indicateur	Intitulé:		Taux global de décaissement des financements extérieurs				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		28.610000610351562					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		40%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	602 500 000	602 500 000	394 641 154	394 641 154	394 641 154	394 641 154	72,17 %	72,17 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'exécution de cette action intervient durant la dernière année de mise en œuvre des OMD. Il est également question de faire le point sur ce qui a été fait depuis l'année 2000 et de se fixer d'autres objectifs (ODD).</p> <p>Signalons également la préoccupante question des faibles décaissements des ressources extérieures affectées à l'exécution des projets de développement.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rapports de revue des portefeuilles de coopération ont été élaborés ;</li> <li>- l'enquête de suivi de la mise en œuvre du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement a été élaborée ;</li> <li>- participation à la deuxième réunion de haut niveau du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement à Nairobi ;</li> <li>- l'atelier de contextualisation de l'agenda de développement post 2015 au niveau des secteurs du DSCE s'est tenu les 26 et 27 mai 2016 et le Rapport de contextualisation des ODD est disponible ;</li> <li>- le rapport 2014-2015 sur la situation et les perspectives de l'aide au développement est en cours d'élaboration.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les instruments de rationalisation de l'APD sont en cours d'implémentation ;</li> </ul> <p>une activité de suivi des SENDs est en cours de maturation à la DGCOOP.</p>							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivre la mise en œuvre des 17 objectifs et 169 cibles adoptés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde entier en septembre 2015 ;</li> <li>- Proposer des solutions au problème du faible taux décaissement des financements extérieurs mobilisés (Absorption des SEND).</li> </ul>							

## Action 07 NÉGOCIATION DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

OBJECTIF	Conclure un APE complet et équilibré avec l'U.E							
Indicateur	Intitulé:		Degré d'ouverture du marché national aux produits d'origine européenne (Pays membre de l'Union Européenne)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		55.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		55					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par l'entrée en vigueur de l'APE en août 2016.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'UE et le Cameroun vont arrêter le calendrier de rendez-vous au cours de la première réunion du comité paritaire conjoint. L'organisation de cette réunion a déjà été sollicitée par la partie Camerounaise auprès de l'UE.</li> <li>- Tenue de la 40ème session du Comité Régional de Coordination des Négociation des APE (CRCN-APE) ;</li> <li>- Tenue de la 14ème session du Comité des Ministres en charge des négociations APE (COMINA).</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les rounds de négociation sur les thématiques liées à l'intégration régionale et financés par la partie camerounaise se sont tenus ;</li> <li>- les instruments juridiques internationaux y relatifs sont disponibles.</li> </ul>							
Perspectives 2017	Capitaliser les opportunités qu'offre ce nouvel environnement, par l'accompagnement et le renforcement des capacités des entreprises du secteur privé aux nouvelles normes en vigueur.							

# 2016

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 304

RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET  
INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.

Responsable du programme

M. OUM ELOMA Janvier  
*Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire*

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 304 intitulé « Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire » vise à rendre disponible l'ensemble des Stratégies Sectorielles et Thématiques, ainsi que les Schémas National et Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire définis par la loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire au Cameroun.

Il s'agit à travers l'élaboration de ces documents de référence, d'une part, de traduire sur le plan sectoriel et spatial les orientations fondamentales du développement de notre pays, et d'autre part, de fournir les ancrages nécessaires en vue de la production des documents de planification infra.

Pour atteindre cet objectif, le programme 304 est décliné en six (06) actions opérationnelles et une (01) action de coordination.

Tableau : Présentation du programme 304

OBJECTIF	Disposer des stratégies de développement et de schémas d'aménagement arrimés aux objectifs du DSCE.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de stratégies de développement et des schémas d'aménagement arrimés aux objectifs du DSCE.
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	6.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	18.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 08: APPUI AU DEVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL Action 09: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 10: RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE Action 11: PROSPECTIVE ET VEILLE STRATÉGIQUE DE DEVELOPPEMENT Action 12: PLANIFICATION DES SERVICES SOCIAUX ET DES RESSOURCES HUMAINES DE LA NATION ET SUIVI DES QUESTIONS DE POPULATION ET DU GENRE Action 13: MAÎTRISE ET MISE EN VALEUR DES POTENTIALITÉS DU TERRITOIRE ET DE SES FRONTIÈRES Action 14: RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 18 452 234 671	CP 17 802 234 671
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. OUM ELOMA Janvier, Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	

## 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme a été principalement marquée par :

- les lenteurs persistantes dans les procédures de passation des marchés et d'exécution du budget ;
- l'insécurité dans la partie septentrionale du pays ;
- la directive du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de ne plus élaborer les stratégies à périmètre ministériel ;
- la nécessité d'intensifier le processus de décentralisation en accompagnant les Communes en matière de planification ;
- la nécessité de renforcer les capacités des cadres en matière de veille prospective ;
- l'importance de faire avancer la construction des logements pour recaser les populations déplacées du Plan d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) dans la Région de l'Extrême-Nord ;
- l'exécution des instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, relatives à l'élaboration des outils d'aménagement du territoire.
- la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance.

## 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

La Stratégie Sectorielle de la Santé a été adoptée. Par ailleurs, plusieurs étapes intermédiaires majeures vers la validation des stratégies sectorielles et thématiques, ainsi que des schémas d'aménagement escomptés ont été franchies. On peut notamment relever qu'il ne reste plus que la validation officielle de la Stratégie de Développement du Secteur Rural, de la Stratégie de Développement du Secteur des Services Sociaux, et de la Stratégie de la Gouvernance. Pour ce qui est des schémas d'aménagement, les premières étapes qui concernent le diagnostic territorial ont été achevées en ce qui concerne le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, et les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable de l'Est et du Sud.

Tableau : *Performance globale du programme en 2016*

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	1	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	38,8%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 20 947 328 934	CP 20 297 328 934
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 14 591 167 128	CP 14 591 167 128
TAUX DE CONSOMMATION	79,08 %	81,96 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>La mise en œuvre du programme en 2015 a permis d'enregistrer des avancées significatives vers l'atteinte de l'objectif de rendre disponibles les stratégies de développement et les schémas d'aménagement du territoire. De manière précise on peut noter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la Stratégie Sectorielle de la Santé a été adoptée ;</li> <li>- il ne reste plus que la validation officielle de la Stratégie de Développement du Secteur Rural, de la Stratégie de Développement des Services Sociaux et de la Stratégie de la Gouvernance ;</li> <li>- les documents « Etat des lieux et diagnostic » et « Choix stratégiques » de la Stratégie du Secteur des Infrastructures ont été élaborés ;</li> <li>- le document « Etat des lieux et diagnostic » du Document de Stratégie du Secteur des Industries et Services a été élaboré ;</li> <li>- les premières étapes qui concernent le diagnostic territorial ont été achevées en ce qui concerne le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, et les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable de l'Est et du Sud ;</li> <li>- la situation de l'occupation du territoire national, première phase de l'élaboration du Plan de Zonage du Territoire National a été achevée.</li> </ul>	

PERSPECTIVES  
2017

- Accélérer la validation des Documents de Stratégies sectorielles et thématiques dont l'élaboration est achevée (Stratégie de Développement du Secteur Rural, Stratégie de Développement des Services Sociaux, Stratégie de la Gouvernance)
  - Accélérer l'actualisation de la Stratégie du Secteur Industrie et Services ;
  - Accélérer l'élaboration de la Stratégie du Secteur des Infrastructures ;
  - Accélérer l'élaboration des outils d'aménagement du territoire ;
  - Assurer une bonne exécution des travaux du 4ème RGPH et exécuter l'opération de dénombrement au cours de l'année 2017
  - Accélérer la mise en œuvre de la 3ème phase du PNDP officiellement lancée en 2016 à travers notamment la poursuite de l'actualisation des PCD et l'élaboration des PCD pour les Communes d'Arrondissement ;
  - Poursuivre la mise en œuvre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base ;
  - Créer au moins 10 nouveaux agropoles ;
  - Poursuivre la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux et du Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc » ;
  - Poursuivre la mise en œuvre du Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc » ;
  - Expérimenter le Contrat-Plan Etat/Commune dans la Commune de Lagdo ;
  - Poursuivre l'implémentation du dispositif de pilotage et de coordination du programme conformément au manuel de pilotage du Budget-Programme ;
  - Engager les réflexions pour la formulation de la 2ème phase de la Vision 2035 ;
  - Actualiser les outils d'élaboration du CBMT;
  - Elaborer un programme de formation spécialisée en prospective et planification stratégique, et d'appropriation du modèle MADIBA ;
  - Relancer l'étude sur l'analyse prospective de la structure du capital humain ;
  - Finaliser les études techniques engagées en vue de la réalisation des infrastructures et autres aménagements ;
  - Contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique ;
  - Intensifier la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire;
- Concevoir un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire en vue de donner une meilleure lisibilité à cette action.

## 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 08 APPUI AU DEVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL								
OBJECTIF	Accroître les capacités techniques, financières et matérielles des CTD.							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des collectivités territoriales décentralisées disposant d'un plan de développement arrimé au DSCE et le mettant en oeuvre					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  97%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	72.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	97%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 719 991 957	2 719 991 957	1 437 531 065	1 437 531 065	1 561 258 022	1 561 258 022	60,84 %	60,84 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'exécution de cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation et il est question de disposer pour chaque Commune d'un plan de développement au niveau communal. Certains de ces plans ont été élaborés avant le DSCE et il s'agit de les arrimer à cette stratégie et de produire des PCD pour des Communes qui n'en disposent pas. Au début de l'exercice 2016, 320 Communes sur les 329 concernées disposaient d'un PCD. Au cours de cette même année 2016, le processus d'actualisation de 99 PCD a été engagé visant à disposer des 329 PCD actualisés.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La troisième phase du programme a été officiellement lancée ;</li> <li>- Le processus d'actualisation de 99 PCD a été engagé ;</li> <li>- Au niveau du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-phase II, 500 producteurs regroupés en plus de 25 organisations ont été formés, 271 690 200 FCFA ont été transférés dans différents établissements financiers (Crédit du Sahel, Caritas de Doumé, Express Union SA, CamCCUL) pour le financement des activités des bénéficiaires, 474 263 090 ont été recouverts auprès de CamCCUL, la Caritas de Doumé et Crédit du Sahel, deux nouvelles conventions de partenariat ont été signées avec le diocèse d'Obola et express union ;</li> <li>- 11 Agropoles ont été lancés : Agropole de production et de commercialisation du poisson de la Vallée du Ntem ; Agropole de production et de commercialisation du poisson de la Mvila ; Agropole de production, de transformation et de commercialisation du cacao de Kekem ; Agropole de production, de transformation et de commercialisation du porc de Batoufam/Hauts-Plateaux ; Agropole de production, de transformation et de commercialisation du porc de Boumnyebel ; Agropole de production du maïs du Noun/Hollygreen ; Agropole de production et de transformation du café du Nord-Ouest ; Agropole de production et de transformation du poisson de Yaoundé et ses environs ; Agropole de production et de transformation du poisson de Massoumbou -Yabasssi ; Agropole de production de l'ananas de Kumba ; Dans le cadre du Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc », les travaux de VRD et d'électrification de l'usine de montage des tracteurs d'Ebolowa se sont poursuivis avec un taux de réalisation de 84%. Les 16% restant seront réalisés en régie. Au total, environ 480 tracteurs ont déjà été mis à disposition. Par contre, la 2ème phase du projet (convention manioc) connaît quelques difficultés dans la passation des marchés au niveau du MINMAP.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>L'essentiel des ressources destinées à l'exécution de cette action sont orientées pour la mise en œuvre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (700 000 000 FCFA) et du Projet Filets Sociaux (1 170 000 000 FCFA), l'appui aux Associations de développement local (300 000 000 FCFA) et la mise en œuvre Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc » (150 000 000 FCFA).</p>							

Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"><li>- Accélérer la mise en œuvre de la 3ème phase du PNDP officiellement lancée en 2016 à travers notamment la poursuite de l'actualisation des PCD et l'élaboration des PCD pour les Communes d'Arrondissement ;</li><li>- Poursuivre la mise en œuvre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base ;</li><li>- Créer au moins 10 nouveaux agropoles ;</li><li>- Poursuivre la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux et du Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc » ;</li><li>- Poursuivre la mise en œuvre du Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc » ;</li></ul> Expérimenter le Contrat-Plan Etat/Commune dans la Commune de Lagdo
-------------------	---

## Action 09 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer la mise en œuvre efficace du programme.							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  90%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	465 460 464	465 460 464	1 800 469 894	1 800 469 894	421 610 338	421 610 338	65,93 %	65,93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Prise en compte progressive du Budget-Programme et des nouvelles missions (objectifs du programme et des actions) ainsi que de l'organisation nouvelle de la mission de coordination des activités (Responsable du programme, responsable de l'action, Contrôleur de Gestion).							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	- Elaboration du Plan d'Action et de la Feuille de Route 2016 du Programme ; Evaluations trimestrielles 2016 de la mise en œuvre du Plan d'Action et de la Feuille de Route du Programme.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Uniquement destinées au fonctionnement, les ressources de cette action ont permis d'acquérir les fournitures et de conduire les missions indispensables pour l'élaboration du plan d'action et les évaluations périodiques de leur mise en œuvre.							
Perspectives 2017	Poursuivre l'implémentation du dispositif de pilotage et de coordination du programme conformément au manuel de pilotage du Budget-Programme.							

## Action 10 RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

OBJECTIF	Disposer des stratégies sectorielles et thématiques arrimés aux objectifs du DSCE.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stratégies sectorielles et thématiques arrimés aux objectifs du DSCE				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  10%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		10.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	350 500 000	350 500 000	174 348 496	174 348 496	200 428 496	200 428 496	60,64 %	60,64 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est effectuée dans un contexte caractérisé par la difficulté à faire valider certaines stratégies sectorielles déjà élaborées ; il s'agit de la Stratégie de Développement du Secteur Rural, de la Stratégie de Développement des Services Sociaux et de la Stratégie de la Gouvernance.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Stratégie Sectorielle de la Santé a été élaborée et validée ;</li> <li>- les documents « Etat des lieux et diagnostic » et « Choix stratégiques » de la Stratégie du Secteur des Infrastructures ont été élaborés ;</li> <li>- le document « Etat des lieux et diagnostic » de la Stratégie Sectorielle Industries et Service a été élaboré ;</li> <li>- le rapport sur l'état de mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Education a été élaboré ;</li> <li>- les versions 1 et 2 du CBMT 2017/2019 ont été élaborées et mises à la disposition des administrations dans le cadre du processus de préparation du budget. En outre, des réflexions ont été engagées pour actualiser les outils d'élaboration du CBMT ;</li> <li>- l'étude sur l'analyse de la situation de la femme et de l'enfant au Cameroun en 2015 a été validée ;</li> <li>- un pool de responsables des administrations sectorielles a été outillé sur les méthodes d'analyse de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle ;</li> <li>- les indicateurs, les dimensions, les seuils et les groupes d'âge d'enfants Camerounais victimes des privations sont connues ;</li> </ul> <p>des données en vue de la mise à jour du Fonds Documentaire sur les politiques sociales ont été collectées et validées.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources destinées à la réalisation de cette action ont permis d'animer les activités de planification stratégique. Ces ressources sont également destinées à la mise en œuvre du Programme de Renforcement des Capacités en gestions économiques et financières (220 000 000 FCFA) et du Programme de politique sociale (50 000 000 FCFA).							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engager les réflexions pour la formulation de la 2ème phase de la Vision 2035</li> <li>- Accélérer la validation des Documents de Stratégies sectorielles et thématiques dont l'élaboration est achevée (Stratégie de Développement du Secteur Rural, Stratégie de Développement des Services Sociaux, Stratégie de la Gouvernance) ;</li> <li>- Accélérer l'actualisation de la Stratégie du Secteur Industrie et Services ;</li> <li>- Accélérer l'élaboration de la Stratégie du Secteur des Infrastructures ;</li> </ul> <p>Actualiser les outils d'élaboration du CBMT.</p>							

## Action 11 PROSPECTIVE ET VEILLE STRATÉGIQUE DE DEVELOPPEMENT

OBJECTIF	Fournir des données de veille stratégique et de prospective économique.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre annuel d'articles de veille stratégique et de bulletins de prospective économique produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  0%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		12.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	60 500 000	60 500 000	52 398 758	52 398 758	60 458 768	60 458 768	99,93 %	99,93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le statut embryonnaire de l'activité de veille a continué de marquer le contexte de la mise en œuvre de cette action. Le développement des outils nécessaires pour la mettre en marche reste la préoccupation majeure.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le référentiel de prospective a été élaboré avec la participation des autres administrations publiques. Il prend en compte un cas pratique sur le thème « Industries du textile et de la confection du cuir et de fabrication de chaussures : Quel habillement pour le camerounais en 2035 ? » ;</li> <li>- les tomes 1 et 2 du document « méthodes de prospective et d'analyse stratégique » de Michel Godet, illustrant des cas pratiques, ont été acquis ;</li> <li>- la banque des données du modèle MADIBA a été actualisée en prenant en compte la nouvelle série des données des TRE et TCEI base 2005 et réropolées sur la période 1993-2013; en vue de la ré-estimation du modèle, les travaux de recherche des spécifications et d'estimations des relations de comportement existantes entre agents de notre économie ont été menés au cours d'un atelier organisé du 19 au 23 décembre 2016 à Ebolowa.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les efforts ont davantage porté sur la mise en place des outils et le renforcement des capacités des cadres à produire des articles de prospective et de veille stratégique.							
Perspectives 2017	Pour améliorer la performance de cette action, une emphase sera mise sur l'élaboration d'un programme de formation spécialisée en prospective et planification stratégique, et l'appropriation du modèle MADIBA.							

Action 12 PLANIFICATION DES SERVICES SOCIAUX ET DES RESSOURCES HUMAINES DE LA NATION ET SUIVI DES QUESTIONS DE POPULATION ET DU GENRE								
OBJECTIF	Developper des outils d'aide à la planification d'un développement inclusif, participatif et durable							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de stratégies sectorielles prenant en compte les questions de populations, de genre et/ou de vulnérabilité sociale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  10%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	10.0						
Réalisation exercice (Résultat technique):	1							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 269 500 000	1 269 500 000	1 235 654 999	1 235 654 999	1 251 554 999	1 251 554 999	98,59 %	98,59 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le contexte de mise en œuvre de cette action est marqué par le rythme variable de l'élaboration des différentes stratégies sectorielles et thématiques pour lesquelles il est nécessaire de s'assurer de la prise en compte des questions de populations, de genre et de vulnérabilité sociale.</p> <p>Un autre élément de contexte majeur est la réalisation du 4<sup>ème</sup> RGPH.</p>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le cadre du 4<sup>ème</sup> RGPH institué par décret présidentiel n°2015/397 du 15 septembre 2015, 319 agents topographes ont été formés en janvier 2016 et 300 ont été retenus parmi lesquels 75 chefs de détachement et 225 agents topographes. Des documents techniques (manuels, questionnaire ménage ordinaire, questionnaire cartographique, fiches techniques, etc) ont été révisés en mai 2016. La cartographie censitaire a démarré sur l'ensemble du territoire national depuis novembre 2016.</li> <li>- la Journée Mondiale de la Population a été organisée et célébrée dans la ville de Ngaoundéré sous le thème « Investir sur les adolescentes pour l'émergence du Cameroun en 2035 ».</li> <li>- les travaux préparatoires à l'élaboration de la politique migratoire du Cameroun ont été engagés</li> <li>- l'édition des Plans Stratégiques et de Communication pour le bénéfice du Dividende Démographique a été finalisée</li> <li>- la mission de l'Institut Africain pour la Politique de Développement (AFIDEP) sur le Dividende Démographique a été organisée</li> <li>- un argumentaire à l'attention des parlementaires sur le DD a été élaboré &amp; ainsi qu'un guide du parlementaire ;</li> <li>- les Secrétaires Généraux des Ministères ainsi que quelques Directeurs généraux des institutions ont été sensibilisés sur la notion du dividende démographique et ses opportunités au cours d'un atelier organisé à cet effet.</li> <li>- Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Inclusion Economique et Sociale (PRINCES), 04 Communes ont été dotées de Plateformes de dialogue inclusif sur les besoins des femmes, des jeunes et des groupes sociaux en situation de vulnérabilité. 02 Organisations à Base Communautaire (OBC) ont été sélectionnées et formées sur les outils et techniques de sensibilisation des groupes vulnérables sur leurs droits. 03 Communes ont été formées à faire une planification annuelle prenant en compte les besoins des Populations vulnérables</li> <li>- le Cameroun a participé à la 49<sup>ème</sup> Session de la Commission des Nations Unies pour la Population et le Développement (CNUPD)</li> </ul> <p>les concours de l'IFORD et de l'ISTA ont été organisés et les résultats publiés.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources prévues ont permis, entre autres, de poursuivre des activités préparatoires au 3 <sup>ème</sup> RGPH, d'organiser la Journée Mondiale de la Population et de mettre en œuvre le Programme d'Inclusion Economique et Sociale							

Perspectives 2017	En perspective, il sera notamment question d'assurer une bonne exécution des travaux du 4ème RGPH : d'exécuter l'opération de dénombrement principal au cours de l'année 2017, et de relancer l'étude sur l'analyse prospective de la structure du capital humain.							
<b>Action 13</b>	<b>MAÎTRISE ET MISE EN VALEUR DES POTENTIALITÉS DU TERRITOIRE ET DE SES FRONTIÈRES</b>							
OBJECTIF	Disposer des outils stratégiques d'aménagement du territoire.							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'outils stratégiques d'aménagement du territoire élaborés (schémas nationaux, sectoriels et régionaux)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	2.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	8.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	13 581 282 250	12 931 282 250	16 242 925 722	15 592 925 722	11 090 856 515	11 090 856 515	81,66 %	85,77 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été marquée par la nécessité de disposer des outils d'aménagement du territoire définis par la Loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire au Cameroun, et l'urgence de doter les zones frontalières et les zones d'aménagement prioritaires, d'infrastructures économiques et d'équipements sociaux.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les premières étapes qui concernent le diagnostic territorial ont été achevées en ce qui concerne le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, et les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable de l'Est et du Sud ;</li> <li>- la situation de l'occupation du territoire national, première phase de l'élaboration du Plan de Zonage du Territoire National a été achevée ;</li> <li>- le rapport d'APS des études techniques en vue de la construction de la digue-route Gobo-Kousseri et des aménagements connexes a été produit ;</li> <li>- le rapport APD des études techniques en vue de la construction du pont frontalier entre Yagoua (Cameroun) et Bongor (Tchad) a été produit ;</li> <li>- les travaux de construction du marché frontalier de Mouloundou (Région de l'Est) ont été achevés avec l'exécution effective de la troisième phase de ce projet ;</li> <li>- les travaux de construction ont démarré pour les marchés frontalier de Garoua-Boulaï (Région de l'Est), de Fotokol (Région de l'Extrême-Nord) et d'Ekok (Région du Sud-Ouest) ;</li> <li>- le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations dans la Région de l'Extrême-Nord a été officiellement lancé et les travaux ont effectivement démarré. Les travaux de construction des cases pour la relocalisation des populations se sont poursuivis ;</li> <li>- les activités de mise en place du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente se sont poursuivies ;</li> <li>- La formulation du Programme de développement des zones frontalières du Cameroun a été engagée ;</li> </ul> <p>Les activités de lutte contre la mouche noire se sont poursuivies.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources de cette action ont permis de poursuivre les activités relatives à l'élaboration des outils d'aménagement du territoire que sont le Plan de Zonage du Territoire National, le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire et les Schémas d'Aménagement et de Développement Durable des Régions de l'Est et du Sud, des études techniques de mise en valeur de la portion camerounaise du Bassin du Niger, des études techniques de la construction de la digue-route entre Gobo et Kousseri. Ces ressources ont également permis la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire (PULCI, PDRI-CL, PRODEBALT,... etc.).							

Perspectives 2017	<p>En perspective, il s'agira principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'accélérer l'élaboration des outils d'aménagement du territoire ;</li><li>- de finaliser les études techniques engagées en vue de la réalisation des infrastructures et autres aménagements ;</li><li>- de contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique ;</li><li>- d'intensifier la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire.</li></ul>
-------------------	--

## Action 14 RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OBJECTIF	Aménager les zones d'intervention prioritaire.							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  85%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		85.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		85						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 000 000	5 000 000	4 000 000	4 000 000	5 000 000	5 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action reste marquée par l'absence d'un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La première phase des travaux du Complexe Industriolo-portuaire de Kribi concernant le port et les bâtiments est achevée. Les contrats pour la gestion des containers, ainsi que pour l'exploitation du terminal polyvalent ont été attribués. La requête de financement pour la construction de la 2ème phase est en cours d'examen par EXIMBANK Chine.</li> <li>- les travaux de construction de l'usine de montage des tracteurs du PERIZ sont réalisés à 86%. Les travaux d'électrification se sont poursuivis ainsi que ceux des VRD.</li> <li>- l'appel d'offres pour l'acquisition du matériel lourd et des engins agricoles dans le cadre de la convention « Manioc » a été lancé en juillet 2015.</li> </ul> <p>les travaux de construction des pools d'engins dans chaque Région sont achevés et réceptionnés dans 06 Régions (Adamaoua, Est, Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Nord) et en cours de finition dans la Région Sud. Pour les Régions du Centre, du Littoral et du Nord-Ouest, les travaux n'ont pas encore démarré à cause de l'indisponibilité des sites de construction.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'essentiel des ressources de cette action étaient destinées au parachèvement des pools d'engins régionaux et autres infrastructures d'aménagement du territoire.							
Perspectives 2017	Concevoir un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire en vue de donner une meilleure lisibilité à cette action							

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En 2016, la mise en œuvre des programmes du ministère a contribué à maintenir et consolider le volume d'activités dans tous les secteurs de l'économie en dépit des environnements international et régional très peu favorables. De plus, l'ensemble des réformes engagées visant à rehausser la rentabilité des dépenses publiques et à stimuler la réactivité du secteur privé permettra de booster la croissance dans les années à venir.

Le MINEPAT s'est fortement déployé en 2016 de manière à contribuer significativement à la réalisation d'une croissance économique soutenue et d'un développement équilibré du territoire national.

A travers la mise en œuvre du programme d'appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance, les résultats engrangés sont les suivantes :

- *24 notes bimensuelles pour la période de janvier – décembre 2016 sont disponibles ;*
- *les Dix (10) rapports régionaux sur le Développement Economique du Cameroun et un rapport national ont été produits ;*
- *deux rapports sur les perspectives de l'économie camerounaise ont été élaborés ;*
- *deux (02) tableaux de bord de l'économie camerounaise ont été produits ;*
- *un atelier sur la mise en cohérence des données et la définition des formats de données à produire a été réalisé avec les autres administrations (INS, MINFI, BEAC, MINADER, MINEPIA);*
- *un rapport thématique sur le climat des affaires a été élaboré ;*
- *deux rencontres thématiques avec le secteur privé ont été organisées ;*
- *deux documents de cadrage macroéconomique ont été produits ;*
- *une étude économique et financière des entreprises et annuaire statistique du Cameroun de l'année 2015 a été réalisée ;*
- *les travaux de construction de l'immeuble de l'INS (phase dite de gros œuvre terminée et les phases de second œuvre et de finitions engagées) se poursuivent ;*
- *une note sur les premiers résultats de l'ECAM-4 a été produite ;*
- *un rapport sur les tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014 a été produit ;*
- *47 Rapports de diagnostic dont 24 sur les diagnostics stratégiques globaux et 23 pour le système de management ont été élaborés;*
- *05 conventions pour la mise en œuvre des plans de mise à niveau ont été signées;*
- *1751 artisans du bois ont été formés à l'utilisation des équipements de transformation du bois ;*
- *les travaux de réalisation des ouvrages démonstratifs HIMO démarrés en 2015 dans les Communes d'Okola (100 emplois créés) et Baham (150 emplois créés) ont été achevés ;*
- *les travaux de réalisation des ouvrages démonstratifs HIMO démarrés en 2015 dans la Commune de Sangmelima (250 emplois créés) se sont poursuivis ;*
- *les travaux des nouveaux ouvrages démonstratifs dans la Communauté Urbaine de*

*Bertoua (145 emplois créés) et dans les Communes de Yaoundé VII (100 emplois créés), Nkongsamba 2ème (300 emplois créés), Bangou (100 emplois créés) et Batcham (100 emplois créés) ont démarrés ;*

- *le rapport à mi-parcours de la mise en œuvre du DSCE sur la période 2010-2015 a été élaboré ;*
- *le rapport d'analyse de la situation du marché du travail suivant la résolution 1 de l'OIT a été finalisé;*
- *un dispositif d'accompagnement des projets qui rencontrent des problèmes de maturité a été mis en place dès le début de l'exercice 2016, dans les dix Régions ;*
- *4 sessions de revue de l'exécution du BIP ont été organisées, en liaison avec le MINFI et le MINMAP ;*
- *sous la présidence respective des Gouverneurs et des Préfets, des cadres de concertation réunissant tous les acteurs du BIP se tiennent mensuellement, au niveau des Régions et des Départements, à l'effet de lever les entraves à la bonne exécution des projets ;*
- *le Rapport sur la chaîne des résultats ministériels et des EPA 2015 a été produit.*

En matière de coopération économique et technique, nos efforts ont conduit à :

- *la signature des accords de prêts pour un montant global de plus de 840 milliards de FCFA pour le financement des projets de développement ci-après cités:*
- *l'aménagement de la route Batchenga-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré (1ère phase) pour un montant de 109,468 milliards de FCFA ;*
- *l'aménagement de la route Batchenga-Yoko-Lena pour un montant de 45,885 milliards de FCFA ;*
- *l'aménagement de la route Ketta-Djoum et la facilitation des transports Yaoundé-Brazzaville (2e phase) pour un montant de 40,707 milliards de FCFA ;*
- *la construction de la route Olama-Kribi (tronçon Bingambo-Grangzambi) pour un montant de 9,817 milliards de FCFA ;*
- *la construction du stade Multi-sports d'Olembé à Yaoundé pour un montant de 138,547 milliards de FCFA ;*
- *la construction du barrage hydro électrique de Bini à Warack pour un montant de 173 milliards de FCFA ;*
- *l'alimentation en eau potable du complexe industrialo-portuaire de Kribi pour un montant de 29,475 milliards de FCFA ;*
- *l'aménagement du lac municipal de Yaoundé (1ère phase) pour un montant de 21 milliards de FCFA ;*
- *la construction et l'équipement du lycée d'Akwa pour les enseignements des métiers industriels dans la ville de Douala pour un montant de 5,775 milliards de FCFA ;*
- *le « E-National higher education network project » pour un montant de 75 milliards de FCFA ;*
- *le renforcement des performances du système de santé pour un montant de 63,5 milliards de FCFA avec 08 milliards de FCFA sous forme de don ;*
- *l'appui à la 3e phase du Programme National du Développement Participatif (3e phase) pour*

*un montant de 42 milliards de FCFA ;*

- le programme de développement des chaînes de valeurs agricoles (1ère phase) pour un montant de 58,38 milliards de FCFA ;*
- le projet de développement rural du Mont Mbappit pour un montant de 18,221 milliards de FCFA ;*
- l'achat d'intrants agricoles et de graines de coton pour un montant de 8,521 milliards de FCFA.*
- la signature de nombreuses conventions de financements ;*
- la signature d'un don de 08 milliards FCFA avec la KFW pour le financement de la nutrition des réfugiés en provenance du Nigéria et de la Centrafrique et des déplacés internes et des populations hôtes du Cameroun ;*
- l'entrée en vigueur de l'APE en août 2016 ;*
- l'identification des nouveaux partenaires et l'engagement des négociations avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et Israël.*

En matière de planification et d'aménagement du territoire, le bilan est le suivant :

- la Stratégie Sectorielle de la Santé a été adoptée ;*
- les documents « Etat des lieux et diagnostic » et « Choix stratégiques » de la Stratégie du Secteur des Infrastructures ont été élaborés ;*
- le document « Etat des lieux et diagnostic » du Document de Stratégie du Secteur des Industries et Services a été élaboré ;*
- les premières étapes qui concernent le diagnostic territorial ont été achevées en ce qui concerne le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, et les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable de l'Est et du Sud ;*
- la situation de l'occupation du territoire national, première phase de l'élaboration du Plan de Zonage du Territoire National a été achevée.*
- 11 Agropoles ont été lancés : Agropole de production et de commercialisation du poisson de la Vallée du Ntem ; Agropole de production et de commercialisation du poisson de la Mvila ; Agropole de production, de transformation et de commercialisation du cacao de Kekem ; Agropole de production, de transformation et de commercialisation du porc de Batoufam/Hauts-Plateaux ; Agropole de production, de transformation et de commercialisation du porc de Boumnyebel ; Agropole de production du maïs du Noun/Hollygreen ; Agropole de production et de transformation du café du Nord-Ouest ; Agropole de production et de transformation du poisson de Yaoundé et ses environs ; Agropole de production et de transformation du poisson de Massoumbou -Yabasssi ; Agropole de production de l'ananas de Kumba ;*
- les versions 1 et 2 du CBMT 2017/2019 ont été élaborées et mise à la disposition des administrations dans le cadre du processus de préparation du budget. En outre, des réflexions ont été engagées pour actualiser les outils d'élaboration du CBMT*
- l'étude sur l'analyse de la situation de la femme et de l'enfant au Cameroun en 2015 a été validée ;*
- les travaux de construction de l'usine de montage des tracteurs du PERIZ ont été réalisés à 86%. Les travaux d'électrification se sont poursuivis ainsi que ceux des VRD ;*

- *l'appel d'offres pour l'acquisition du matériel lourd et des engins agricoles dans le cadre de la convention « Manioc » a été lancé en juillet 2015 ;*
- *les travaux de construction des pools d'engins dans chaque Région sont achevés et réceptionnés dans 06 Régions (Adamaoua, Est, Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Nord) et en cours de finition dans la Région Sud. Pour les Régions du Centre, du Littoral et du Nord-Ouest, les travaux n'ont pas encore démarré à cause de l'indisponibilité des sites de construction.*

### 3.2. LEÇONS APPRISSES

De la mise en œuvre des programmes en 2016, les principaux enseignements sont les suivantes :

- l'insuffisante maturation des projets inscrits au Budget d'Investissement Public a été une contrainte importante à leur exécution satisfaisante dans les délais impartis ;
- l'instabilité de la ligne de connexion à l'application PROBMIS dédiée à la gestion de la dépense a plutôt rallongé les délais de traitement des dossiers au cours de ce second triennat de mise en place du budget programme ;
- les lenteurs observées dans le processus de passation des marchés ont constitué un risque dans l'exécution du BIP. Ce risque avait déjà été identifié comme considération clé pour la mise en œuvre efficiente du DSCE ;
- les indicateurs utilisés n'ont pas toujours permis de renseigner la performance des actions et de certains programmes ;
- l'absence d'un plan prévisionnel de consommation des crédits a limité la mise en œuvre de certaines activités en raison de la faiblesse des montants des quotas trimestriels ;
- les erreurs au niveau des structures destinataires ont contribué à rabaisser le taux d'exécution du BIP.

### 3.3. PERSPECTIVES 2017

Eu égard aux enseignements tirés, il est envisagé pour les prochaines années suivantes :

- la poursuite de l'équipement des services en matériels informatiques et de la mise en place des réseaux informatiques et internet ;
- la poursuite de la construction et de la réhabilitation des locaux des services ;
- la finalisation de l'application de gestion prévisionnelle des effectifs ;
- le renforcement des capacités du personnel et la poursuite de la mise en œuvre du plan triennal de formation du personnel ;
- la rationalisation des allocations financières ;
- le suivi du respect des délais de traitement des dossiers ;
- l'amélioration des conditions de pré-archivage et d'archivage ;
- le partage d'information et des documents (contrats, correspondances) relatifs aux prestations entre les services techniques compétents et celui du budget, indispensable pour mieux assurer le suivi des prestations ;

- l'inventaire des biens meubles et immeubles du MINEPAT ;
- la mise à disposition de l'ensemble des locaux aux structures ;
- la mise en place de la mutuelle du personnel ;
- l'élaboration du plan de formation triennal 2018-2020 ;
- la création du club « MINEPAT Sport pour Tous » ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs de la chaîne d'exécution du BIP en matière de maîtrise de la double réforme ;
- la poursuite du suivi de la mise en œuvre du DSCE ;
- la poursuite de la mise à niveau des entreprises ;
- l'intensification de la mise en place des agropoles ;
- la poursuite de la structuration des filières porteuses de croissance, ainsi que la modernisation de l'appareil de production ;
- la promotion de la réalisation des ouvrages suivant l'approche HIMO ;
- la maturation complète des projets à inscrire au BIP ;
- le renforcement de la surveillance économique ;
- la promotion du dialogue secteur Public-secteur Privé ;
- la promotion du financement des PME par le crédit-bail ;
- le renforcement du dispositif de suivi de l'exécution du BIP des services centraux, des projets à financements conjoints et des subventions aux Etablissements Publics Administratifs ;
- l'élaboration d'un document de politique économique ;
- l'accompagnement des Initiatives privées d'envergure notamment dans le secteur agroalimentaire ;
- la réalisation de l'enquête sur le climat des affaires (BCS) et le RGE ;
- l'accélération de la validation des Documents de Stratégie sectorielles et thématiques dont l'élaboration est achevée (Stratégie de Développement du Secteur Rural, Stratégie de Développement des Services Sociaux, Stratégie de la Gouvernance)
- l'accélération de l'actualisation de la Stratégie du Secteur Industrie et Services ;
- l'accélération de l'élaboration de la Stratégie du Secteur des Infrastructures ;
- l'accélération de l'élaboration des outils d'aménagement du territoire ;
- l'assurance d'une bonne exécution des travaux du 4ème RGPH et de l'opération de dénombrement au cours de l'année 2017 ;
- l'accélération de la mise en œuvre de la 3ème phase du PNDP officiellement lancée en 2016 à travers notamment la poursuite de l'actualisation des PCD et l'élaboration des PCD pour les Communes d'Arrondissement ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base ;
- la création d'au moins 10 nouveaux agropoles ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux et du Programme d'Exécution de la Convention « Riz-Maïs » et de la Convention « Manioc » ;
- l'expérimentation du Contrat-Plan Etat/Commune dans la Commune de Lagdo ;
- la poursuite de l'implémentation du dispositif de pilotage et de coordination du budget

programme conformément au manuel de pilotage du Budget-Programme ;

- le lancement des réflexions pour la formulation de la 2ème phase de la Vision 2035 ;
- l'actualisation des outils d'élaboration du CBMT ;
- l'élaboration d'un programme de formation spécialisée en prospective et planification stratégique et l'appropriation du modèle MADIBA ;
- la relance de l'étude sur l'analyse prospective de la structure du capital humain ;
- la finalisation des études techniques engagées en vue de la réalisation des infrastructures et autres aménagements ;
- la contribution à la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique ;
- l'intensification de la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire ;
- la conception d'un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire en vue de donner une meilleure lisibilité à cette action ;
- privilégier le recours aux prêts concessionnels pour le financement des futurs projets de développement ;
- la poursuite du processus d'intégration régionale à travers la conduite du processus de rationalisation des deux communautés régionales CEMAC et CEEAC et la réalisation des infrastructures intégrateurs en vue d'accroître les exportations du Cameroun ;
- la poursuite du rapprochement stratégique avec le Nigéria en vue non seulement de bénéficier du potentiel marché que ce pays constitue pour les produits vivriers camerounais, mais aussi d'établir une passerelle avec la CEDEAO ;
- le développement des outils de la coopération décentralisée et élaborer des instruments de financements innovants pour financer certains secteurs sociaux de l'économie sans accroître la dette publique ;
- l'amélioration du climat des affaires par un encadrement du secteur privé, son appropriation des procédures des PTF, de même que la mise à disposition des informations sur les guichets qui lui sont dédiés ;
- la poursuite de la mise en œuvre des 17 objectifs et 169 cibles des ODD POST 2015 adoptés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en septembre 2015.